

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 17 JUIN
N°211 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au II^e Congrès du PCR ml
voir p.2

GISCARD REÇOIT LE PRÉSIDENT SYRIEN

ASSAD DEHORS !

Le président syrien, Hafez-al-Assad, un des hauts responsables du massacre actuel des peuples palestinien et libanais, le nouveau bourreau, après le roi de Jordanie, arrive aujourd'hui en France. Il est accueilli à l'aéroport par Giscard d'Estaing. Encore une fois, notre gouvernement se distingue par ses relations ; après la vente de centrales nucléaires au régime raciste de l'Afrique du Sud, après l'accueil à Geisel, c'est au moment où les troupes syriennes massacrent au Liban, qu'il reçoit Assad.

Depuis le mois de janvier, les positions de la France et de la Syrie sont identiques sur l'action au Liban, comme le soulignent les récentes déclarations d'Abou Ayad (cf. ci-joint) sur le partage des tâches de répression envisagées par les deux gouvernements. Tous les deux veulent empêcher une victoire des forces patriotiques, tous les deux veulent l'écrasement de la Résistance Palestinienne et libanaise. Pour les deux régimes, il faut intervenir militairement pour arriver à ces buts. Giscard menace d'une intervention alors qu'il est aux États Unis et quelques semaines plus tard, les troupes syriennes interviennent.

Au moment où la répression des masses syriennes elles-mêmes par le régime de Assad se précise, au moment où les soldats syriens sont envoyés combattre leurs frères, Assad vient recevoir l'appui de

notre gouvernement.

Troupes syriennes hors du Liban !
Libération immédiate de tous les patriotes syriens !
Pas de troupes françaises au Liban !

Giscard à la télé hier soir SON HORIZON EST BOUCHÉ



En 65 minutes d'entretien avec Jacques Chancel, le confesseur mondain des vedettes en tout genre, Giscard s'est efforcé de «dédramatiser» la situation politique et sociale qu'il tente de gouverner. Il a écarté l'éventualité d'un remaniement ministériel en juillet pour mettre fin à toutes les spéculations fiévreuses qui couraient à ce sujet. Il a tenté de rabaisser au rang de phénomène très secondaire l'actuelle agitation parlementaire, et la bataille menée par l'UDR sur la taxation des plus-values.

Suite page 3

LE RÉGIME SYRIEN :

DAMAS QUADRILLÉ

voir p.7

L'Italie à la veille des élections

De notre envoyé spécial
Camille NOËL

Voir page 7

SÈCHE-RESSE :

LA SITUATION S'AGGRAVE



La terre craquelée par la sécheresse.

La sécheresse prend un tour inquiétant dans plusieurs départements de l'Ouest, du Nord Pas-de-Calais, et du Sud Ouest. C'est l'agriculture, bien avant l'alimentation en eau des villes qui est menacée. Dans le Calvados, les paysans vendent leur bétail plus tôt que d'habitude, et pratiquent l'«ensilage» des céréales encore vertes.

Le refus de satisfaire les revendications des ouvriers de deux stations de pompage et d'assainissement en grève depuis 10 jours, aggrave encore le problème : dans certaines zones la pression est limitée à deux ou trois heures par jour. Un gros exploitant a vu sauter les installations d'arrosage de ses fraisiers : il pompait 90 m3 par jour aux dépens des autres, pour arroser ses 14 ha !

Dans les Charentes il est question de mettre sur pied un plan de restriction d'eau. Les récoltes de maïs, de blé et d'orge, sont atteintes. Il n'y aura pas de deuxième coupe de foin cette année. D'ici 15 jours le bétail devra être vendu, à des prix minimes. Certaines bêtes seraient mortes d'avoir mangé trop de blé traité, non rincé de ses produits toxiques par la pluie.

suite p.3

SCAPLEN

(Plomelin - Finistère)

«ON OCCUPE, ON PRODUIT»

voir p.5

PARISIEN LIBÉRÉ

«Rodéo» à Melun

**UN OUVRIER HOSPITALISÉ
4 GARDÉS À VUE**

La dernière «action ponctuelle» menée par les ouvriers du Parisien Libéré a eu des conséquences plus importantes que la destruction de quelques milliers d'exemplaires du torchon d'Amaury. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un commando d'ouvriers du Livre intercepte un camion transportant 5 000 exemplaires du «Parisien Libéré», au carrefour du Grand Veneur, près de Fontainebleau, vers deux heures. Le camionneur force le barrage, renverse un membre du groupe et prend la fuite. Il est immédiatement pris en chasse. Le camionneur, qui ne sait pas la gravité de la blessure de l'ouvrier qu'il a renversé choisit de se rendre à Melun, dont il connaît le commissariat ! Une voiture est accidentée pendant la poursuite. Parvenu à Melun, le camionneur se réfugie au commissariat où il rencontre la plus grande compréhension.

suite p.4

**Métro :
10 % DE HAUSSE !**

Le Syndicat des Transports Parisiens a approuvé la demande de la RATP de fixer le prix du carnet de seconde à 10 F. Cette décision peut intervenir à partir du 1^{er} juillet.

Après l'essence, les fruits et légumes, voici le métro. A la veille des congés, voilà de nouvelles difficultés pour les travailleurs !

BOLIVIE

Les 70 000 mineurs continuent la grève avec un soutien grandissant

voir p.8



TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

SOCIAL-DÉMOCRATIE, RÉFORMISME : L'EXPÉRIENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Camarades,
Dans le projet de programme du 2^e Congrès du PCRml, vous dites : «Une des conditions pour déclencher victorieusement l'insurrection, c'est que les larges masses aient fait l'expérience de la nature bourgeoise du PCF et de ses propositions...»

Cela me semble ambigu car les masses ont déjà fait l'expérience de cette nature bourgeoise lors du Front Populaire et lors de la participation du PCF au gouvernement d'après-guerre. De plus, ce n'est

pas par la seule expérience que l'on peut combattre les influences révisionnistes dans les masses, car l'expérience n'amène pas spontanément les masses à la conscience révolutionnaire. Ce qui n'est pas explicite dans le projet de programme.

J'aimerais aussi savoir quelle analyse le PCRml fait de la dégénérescence révisionniste du PCF, peut-on l'analyser comme un courant social-démocrate ?

Une camarade de la Seine-St-Denis

Vous semblez mettre dans le même sac réformistes et révisionnistes, social-démocrates et nouveaux bourgeois qui, s'ils ne valent pas mieux pour la classe ouvrière n'en sont pas moins totalement différents l'un de l'autre ?

Par ailleurs, vos appels répétés à l'offensive de la classe ouvrière ne font, à mon avis, que desservir celle-ci.

En effet, sur quoi peut déboucher, aujourd'hui, une offensive de la classe

ouvrière ? Deux possibilités :
- un nouveau «mai 68», c'est-à-dire un nouvel échec de la classe ouvrière,
- l'arrivée de la nouvelle bourgeoisie (P«C», P«S») au pouvoir.

Dans tout cela, aucun intérêt pour les ouvriers.

J'espère que mes remarques et vos réponses nous aideront mutuellement à mieux servir la classe ouvrière.

Salut communiste.
Rennes

Je pense que le projet de programme répond à la première question du lecteur de Rennes, sur ce point en effet il est dit, dans le paragraphe sur «les rivalités de l'Union de la Gauche» : «La signature du programme commun et la formation de l'«Union de la Gauche» en 72 recouvrent des buts différents pour ses signataires :

o Pour le P«C»F, l'union ainsi réalisée est le moyen de se hisser au pouvoir, de participer à un «gouvernement de gauche» et d'imposer ainsi progressivement, dans le cadre d'une alliance dont il serait l'élément dominant, son projet de capitalisme d'Etat (dont le contenu est détaillé dans le paragraphe précédent).
o Pour le PS qui n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir, l'«union de la gauche» est le moyen par lequel la vieille social-démocratie laminée par un vieux passé gouvernemental peut se donner un visage «de gauche» et reconstituer ses forces.

Cela répond, je crois aussi, en partie à la camarade de la Seine-St-Denis : parce qu'ils ont des buts différents, parce que le PS ne se distingue pas fondamentalement de la bourgeoisie monopoliste ni dans les liens qu'elle entretient depuis longtemps avec elle, ni dans son projet, alors que le PCF a un projet capitaliste qui lui est propre, impliquant une recomposition de la classe dirigeante, on ne peut pas «analyser le

PCF comme un courant social-démocrate».

Le PS ne représente en fait qu'une alternative qui cherche à donner une vision renouée du régime, tandis que la coalition des partis en place est de plus en plus usée. Cette «alternative» peut, au demeurant, donner lieu à différentes combinaisons : parti charnière, le PS

Le projet du PCF, quant à lui, s'il constitue un des derniers recours pour le maintien du capitalisme dans notre pays (et justement parce qu'il constitue un des derniers recours) n'est pas du même ordre, il ne peut se réduire à une tentative de rénovation du régime en place. Son projet qui va au-delà des mesures contenues dans le programme commun vise

l'opposition vigoureuse de la bourgeoisie actuellement au pouvoir qu'il suscite et l'ultime recours du capitalisme qu'il vise à constituer, pour faire face à la crise et contrecarrer momentanément les aspirations à un changement radical de société.

Quant à l'autre question de la camarade de St-Denis, il me semble que nous avons déjà tenté d'y répondre la semaine dernière. Rapidement, je rappellerai que pour nous, il n'est évidemment pas vrai que la seule façon pour les masses de faire l'expérience du révisionnisme passe par l'instauration d'un gouvernement de gauche. Ainsi, dans la situation actuelle, nous pensons que la prise de conscience claire pour toute une partie de la classe ouvrière de la nature du révisionnisme est un élément constitutif de l'enjeu du mouvement d'ensemble.

* D'autre part, l'attitude conséquente des communistes (donc de l'avant-garde) ne peut consister, dans le cadre d'une participation du PCF au gouvernement, à attendre que les masses fassent l'expérience de la nature bourgeoise du P«C»F et de ses propositions. Le critère décisif pour que les masses fassent à une large échelle cette expérience du révisionnisme, et regroupent leurs forces d'une façon beaucoup plus nette en opposition avec lui, dépendra d'un certain nombre de conditions politiques rassemblées dans

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

est en mesure de se passer de son partenaire du P«C»F et de participer à des solutions de troisième force au sein du régime actuel. Ou bien dans le cadre du maintien de l'«union de la gauche» qui évincera les partis actuellement au pouvoir, il assurera, par le rapport de force qu'il impose au PCF et moyennant quelques modifications, le maintien dans ses plus grandes lignes du système capitaliste actuellement en vigueur.

à modifier, à réformer le capitalisme monopoliste d'Etat, et ce, sur tous les plans (transformation du système de propriété dans le sens de l'élargissement du secteur étatique ; formation d'une nouvelle bourgeoisie recrutée dans ses rangs, au sein des couches d'ingénieurs, de cadres... ; établissement de liens privilégiés avec le social-impérialisme et pays sous son contrôle...) C'est ce caractère spécifique du projet révisionniste qui explique à la fois

**POUR VOUS PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port**

N° 7 Nouvelle Série MAI 1976 5 F

la période précédente (élargissement dès aujourd'hui dans les luttes de la conscience anti-révisionniste, conquête de l'autonomie de la classe ouvrière dans la constitution d'un front de lutte contre la bourgeoisie, avancée importante dans la construction du Parti de type nouveau...)
D'autre part, je voudrais relever un point dans la question de la camarade de Seine-St-Denis. Nous pensons qu'il y a une différence essentielle entre la situation actuelle et celle du Front Populaire ou de l'après-guerre : à ces époques, nous ne considérons pas que le PCF, bien qu'il n'ait pas présenté la perspective de la révolution, était devenu un Parti définitivement bourgeois et encore moins qu'il était porteur d'un projet spécifique de réforme du capitalisme.

Cette question de comment guider les masses dans la nécessaire expérience du révisionnisme est aussi au cœur des conclusions auxquelles arrive le lecteur de Rennes, selon lesquelles il serait dangereux d'appeler à l'offensive de la classe ouvrière...

S'agit-il alors, sous prétexte que le PCF ne laissera pas se développer un mouvement d'ensemble sans essayer de le dévoyer et de s'en servir à ses propres fins, de lutter contre ou de ne rien faire pour l'offensive ouvrière, de ne pas travailler, par exem-

ple, actuellement à la victoire des luttes ouvrières par leur soutien contre la répression, par leur coordination ?

Ce serait sans doute là le meilleur moyen pour renforcer le révisionnisme dans la classe ouvrière aujourd'hui. On ne lutte pas contre le révisionnisme à l'abri de la lutte des classes, en se réfugiant «avec prudence» dans ses dogmes.

D'autre part, ce raisonnement semble partir du fait que l'offensive ouvrière est un simple mot d'ordre à la ramorque des révisionnistes, mis en avant par le PCR et certaines organisations révolutionnaires sans voir le moins du monde que sa perspective, sa nécessité sont aujourd'hui inscrites profondément dans les luttes de la classe ouvrière, qu'elle apparait de plus en plus comme la seule solution pour la satisfaction de leurs revendications. Il ne s'agit donc pas d'un choix des révolutionnaires d'être pour ou contre cette offensive. Si choix il y a, c'est plutôt effectivement entre ceux qui ont confiance dans la classe ouvrière, en ses éléments les plus avancés pour approfondir les contradictions entre les masses et les révisionnistes au cours même des affrontements de classes les plus aigus, et ceux qui ne voient pas les acquis de la classe ouvrière ou qui les nient en pensant échapper ainsi à leur responsabilités.

Richard DESGRAVES

ABONNEMENTS :

NOM
ADRESSE
PROFESSION

1 an : 300 F
6 mois 150 F
3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
DANS LE
MÊME KIOSQUE**

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

POLITIQUE

Sécheresse

LA SITUATION S'AGGRAVE

Dans le Nord, la situation tourne au désastre. Les blés n'arrivent pas à lever, pas plus que les betteraves. Le rendement est diminué de moitié pour tous les semis d'avril. Même la récolte de pomme de terre est compromise. C'est avec le foin qu'ils réservaient pour l'hiver que les éleveurs sont contraints de nourrir les bêtes !

Dans le Languedoc Roussillon la situation est inégale. Si la sécheresse dure, les vignes risquent de souffrir. A l'Ouest les céréales sont déjà durement touchées.

Devant cette situation les organisations agricoles protestent. La CNJA réclame «un plan de sauvegarde». Debatisse s'est décidé à ... envoyer un télégramme à Chirac.

La section bovine de la Fédération des exploitants agricoles de l'Ouest demande des mesures de soutien pour éviter la «décapitalisation du chep-

tel». Pour le moment le gouvernement refuse d'ouvrir un débat d'urgence au parlement et à renvoyer à ... septembre l'examen des dispositions à prendre ! Pendant ce temps le foin est bloqué par des négociants profiteurs qui espèrent, après avoir triplé les prix, obtenir ainsi une hausse encore plus forte. Les cours de la viande et des bêtes ont dégringolé en chute libre. Certains marchands de bestiaux ont «vidé leurs herbages» pour les remplir avec des bêtes achetées pour trois fois rien aux paysans obligés de les vendre pour nourrir le reste de leur bétail. Pour les paysans, dont le revenu a diminué d'année en année et qui «s'en sortaient tout juste» la sécheresse est un coup fatal. Elle va accélérer la liquidation des petits paysans et accentuer le processus de différenciation de classe à la campagne.

Voilà qui explique la lenteur cynique du pouvoir à prendre les mesures nécessaires. Mais l'attente pourra-t-elle longtemps

encore freiner la colère des paysans victimes de la sécheresse !

Pierre PUJOL



Sécheresse et pollution

DES MILLIERS DE POISSONS MORTS A LOSCOUËT

La sécheresse aggrave le problème permanent de la pollution des eaux. La pénurie qui sévit actuellement, en réduisant le débit des cours d'eau, en accélérant l'évaporation des étangs et des fleuves, augmente la concentration en produits polluants (dont la quantité reste la même pour un volume réduit). Cette concentration est multipliée par trois dans plusieurs régions. Pour les centres de traitement des eaux les mieux équipés, il a fallu revoir les dosages et les normes. Pour de nombreux autres, qui ne comportent pas d'installation de pré-traitement, les difficultés sont plus grandes. On se souvient des milliers de poissons morts dans la Seine, il y a une quinzaine de jours. Il en va de même en Bretagne. Une pollution chronique allée aux grandes chaleurs qui réduisent la teneur en oxygène de l'eau, a provoqué une vaste hécatombe de poissons dans le Meu, un affluent de la Vilaine, en aval du point de déversement des déchets de l'abattoir Guérin et dans

l'étang de Loscouët, vaste plan d'eau privé de 20 hectares. Lundi matin, des milliers de poissons morts, surtout des brèmes et des gardons sont remontés à la surface de l'étang, qui n'avait pas de surcroît été nettoyé depuis longtemps. Les habitants de Loscouët disaient : «Cela devait arriver !». Ils avaient depuis longtemps

protesté contre cette pollution. Le problème est grave pour cette petite commune : «Il n'y aura pas de touristes cet été, et en plus, les paysans ne peuvent plus aller prendre l'eau pour leurs bêtes !». La mort des poissons est due au fait que les poissons vivent entre deux eaux, dans une profondeur où ils évitent la chaleur de la

surface et les dépôts polluants du fond. Avec la sécheresse, le niveau de l'eau baisse et les poissons sont obligés de descendre. Là, ils sont intoxiqués et meurent. Les effets spectaculaires de la sécheresse ne sont au fond que le résultat de l'aggravation d'une situation de scandale permanent, fruit de l'anarchie capitaliste !

CREUSOT-LOIRE

LE CHANTAGE À LA SÉCHERESSE

La direction de Creusot Loire a annoncé que les usines du Creusot seront fermées de 9h à 17h à partir du 17 juin, «afin d'établir un nouvel horaire de travail».

Dans un premier temps 300 travailleurs seront en mis en chômage technique. La raison invoquée est la décision de l'EDF de ramener la fourniture en électricité de 72 à 27 mégawatts par jour. La

CGT a déclaré «Il n'est pas question pour les ouvriers d'accepter un centime de perte. Les travailleurs n'ont pas à subir les conséquences de la sécheresse, il appartient aux pouvoirs publics de prendre les mesures en conséquence !». L'EDF se réfugie devant le fait que Creusot Loire avait signé un contrat «interruptible» qui donne, en échange d'un tarif moins cher, la possibilité à EDF de pratiquer des coupures de

courant. Creusot Loire va réorganiser sa production et «pousser» les usines qui ne sont pas touchées. Pour autant qu'on puisse croire au prétexte invoqué par Creusot Loire et EDF, on est bien obligé de constater que cette situation présente des avantages certains pour le trust : une bonne raison pour faire passer d'un côté le chômage technique, de l'autre l'accélération des cadences dans les autres usines !

La nomination d'un pétainiste à la Sorbonne

Une pétition, signée de nombreux professeurs, de positions politiques différentes, circule actuellement à la Sorbonne pour protester contre la nomination de Boutang au poste de maître de conférences de philosophie à la Sorbonne.

Sur quels critères s'est faite l'élection de Boutang ? Ce n'est pas par sa production d'œuvres philosophiques de quelque nature qu'elles soient que s'est fait remarquer M. Boutang. Sa «notoriété» il la doit à son engagement pétainiste et maurassien. En 44, il est le premier enseignant révoqué

comme «nazi français exemplaire». Il collabore par la suite à diverses feuilles fascistes, sa réintégration dans l'enseignement est refusée par Foucher en 62, mais acceptée par Peyrefitte en 67.

La nomination de Boutang arrive après celle du royaliste Chenot à l'Académie des Sciences morales et politiques et quelques jours après le discours de Giscard à la gloire de Pétain.

C'est parce qu'ils ont été résistants ou qu'ils sont antifascistes que des professeurs protestent contre cette nomi-

nation scandaleuse. Les membres du PCF n'ont pas jugé bon de s'associer à cette protestation. «L'Humanité» écrit : «M. Boutang a le droit de dispenser son enseignement de philosophie à la Sorbonne». Et le PCF rappelle sa position sur les libertés : «garantissant l'absolue liberté d'expression de chacun».

Liberté d'expression pour les fascistes mais répression contre les révolutionnaires, c'est ainsi que le PCF applique ce principe. On a encore pu le constater le 1^{er} mai, quand les nervis révisionnistes ont agressé les femmes et les étudiants.

Giscard hier à la télé

SON HORIZON EST BOUCHÉ

Suite de la une

Cette réforme présentée depuis la campagne présidentielle comme un des œuvres majeures de son septennat, et qui capote lamentablement au Parlement, le président de la République en parle maintenant comme d'une question secondaire, fiscale et non politique. Néanmoins, il a affirmé qu'elle serait votée. Il a nié que l'UDR y soit opposée, d'après lui ce sont des hommes, non un parti qui en retardent le vote.

L'agitation sociale, les luttes ouvrières, paysannes, régionales. Giscard feint de les ignorer. Depuis son élection «les Français ont vécu en paix».

Il affecte de se montrer responsable et serein et affirme ne pas avoir changé de projet : «de changement dans l'ordre et la sécurité».

C'est à un aimable et courtois entretien de salon que nous étions conviés, afin que l'on ait l'impression qu'il n'existe pas de crise, que la vie politique est paisible, le président sûr de lui et de l'avenir.

L'avenir, il y pense, il a apporté, écrit de sa main le manuscrit en cours de rédaction de son projet de société, dont il nous a exposé les grands thèmes. Une société bâtie à partir de l'homme, pluraliste mais unie. En un mot, le rêve du bourgeois qui gouvernerait

un pays où les ouvriers se laisseraient tondre, comme des moutons. Mais, lui-même n'y croit guère puisqu'il a glissé au cours de la conversation quelques mots faisant directement allusion à la réalité de notre société. Il a déploré que les Français soient impulsifs, et il a dit qu'il saurait faire preuve de détermination le cas échéant. En clair, il y a trop de luttes en France et si cela s'aggrave, je saurais les réprimer pour assurer l'ordre bourgeois. Des mots qui avaient plus d'importance que le reste du bavardage, car ils traduisent à leur façon la réalité de la situation politique et l'attitude du pouvoir face à elle.

Quand Giscard parle de détermination, nous savons ce que cela signifie, c'est la politique de la répression systématique contre nos luttes : la matraque, les licenciements, l'omniprésence policière, tout ce qu'il a feint d'ignorer mais qu'il aggrave chaque jour. C'est tout cela qui se cache derrière son discours policé : la brutalité du chef de file de la bourgeoisie. Non, les soixante-cinq minutes de parlotte confiante ne nous auront pas fait oublier l'exploitation quotidienne et la répression qui l'accompagne, la puissance de notre riposte ne tardera pas à troubler l'apparente sérénité de Giscard et de sa classe.

Serge LIVET

LA LOI DE FOURCADE MALMENÉE

Le projet de loi sur l'imposition des plus-values a subi de nouveaux outrages au cours de la nuit de mardi à mercredi. En votant un amendement incluant dans l'assiette d'imposition les obligations, l'URD a considérablement porté atteinte à ce qui restait encore du projet initial. Si cet amendement est maintenu, les obligations seront soumises à la taxe, mais du fait qu'elles sont pour la plupart en baisse permanente, les moins-values sur leur vente pourront être déduites des plus-values réalisées sur les actions, et ainsi les por-

teurs d'actions, à condition de posséder suffisamment d'obligations seront exonérés de la taxe. Fourcade s'est énergiquement opposé au vote de cet amendement, en vain, la majorité des députés de l'UDR l'ont voté.

L'UDR campe donc sur ses positions, Labbé avait convoqué une réunion du bureau du groupe parlementaire UDR hier soir après l'interview de Giscard par Chancel, à Antenne 2, Chirac avait annoncé sa décision d'y participer.

DROIT DE LA MER

Le conseil des ministres d'hier a adopté un projet de loi créant une zone économique de deux cents milles nautiques au large des côtes du territoire. La France exercera dans cette zone des droits souverains en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, biologiques et non biologiques du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux.

Rappelons que la notion de «zone économique» a été

définie par la conférence internationale sur le droit des mers qui s'est réunie il y a quelques mois dernier. Bien qu'il n'y ait pas eu d'accord international sur cette question, beaucoup de pays commencent à déclarer leur souveraineté sur cette zone. Cette question est particulièrement importante au moment où les zones de pêche, les prospections de pétrole et de minerais sont l'enjeu de grandes rivalités entre les différents impérialismes.

LUTTES OUVRIÈRES

Rodéo du Parisien Libéré à Melun

Un ouvrier hospitalisé, quatre gardés à vue

Suite de la une

Les membres du commando, qui se sont regroupés, en font le siège. Ils veulent exiger des comptes au camionneur. Les policiers se barricadent, appellent du renfort. Pendant ce temps, le camion est vidé de ses 5 000 exemplaires du Parisien. Au moment où le groupe s'éloigne, les policiers interviennent avec des grenades lacrymogènes. Ils essaient de bloquer une voiture, que les autres membres du groupe tentent de dégager. Au cours de la bagarre, la police envoie une grenade à l'intérieur d'une voiture. Un des occupants est atteint en plein visage, les autres sont intoxiqués par la forte concentration de gaz au point que tous devront

recevoir des soins ophtalmologiques.

Bilan de l'opération : les quatre occupants de la voiture sont gardés à vue en attendant que le parquet prenne une décision. L'ouvrier qui a reçu la grenade est gardé à l'hôpital, les médecins réservant leur diagnostic quant à sa vue.

Une fois de plus, Amaury, qui a licencié tous ses ouvriers voilà plus d'un an, et qui fait imprimer son torchon sous la garde d'escadrons de CRS, a été défendu par la police, par l'appareil d'État. Aucune poursuite contre les ouvriers du Livre ne doit être tolérée !

MANIFESTATION ANTI-CUMULARDS À SENNONES (Mayenne)

Une centaine d'agriculteurs se sont rassemblés lundi sur une ferme de Sennones dans le sud de la Mayenne. Pour protester contre le démantèlement de cette ferme de 28 hectares, libre depuis la Toussaint, ils ont ramassé dans le hangar, le foin coupé et en partie bottelé par deux agriculteurs voisins qui veulent se partager la terre pour cumuler. Les paysans veulent y installer un jeune qui n'a pas de terre. Ils sont résolus à gagner cette bataille. Ils entendent ainsi permettre aux jeunes de rester au pays et assurer la survie de la région qui se vide d'année en année.

A la S.M.N. (Caen)

CHANTAGE A LA FERMETURE

Pour s'opposer à la grève des travailleurs des laminoirs, la direction de la SMN utilise le chantage à la fermeture. C'est une arme bien connue des patrons, mais ceux de la SMN sont experts en la matière.

Nous publions aujourd'hui des extraits d'une lettre envoyée à chaque ouvrier de l'usine il y a quelques jours.

Madame, Monsieur,

Depuis la fin de la grève des hauts-fourneaux, des débrayages répétés concernant chaque fois des effectifs très faibles, ont eu lieu dans différents secteurs de l'usine...

... Si les débrayages se poursuivent ou si d'autres se produisent à l'avenir, l'horaire de marche de l'usine sera ramené à deux postes sur trois ou à deux jours sur trois, selon les services, ceci aussi bien pour l'entretien et les ateliers généraux que pour la fabrication. Puisque la production est réduite d'un tiers, il est normal que la durée de travail de chacun le soit dans la même proportion.

En cas de débrayages persistants dans le cadre de cette activité réduite, un deuxième haut-fourneau sera arrêté et la marche de l'usine ramenée à un poste ou à une journée sur trois.

Enfin, la mise en veilleuse du troisième haut-fourneau, si elle s'avère nécessaire, entraînera l'arrêt complet de l'usine pour une durée indéterminée.

Ces décisions qui découleront de circonstances nous permettant de faire interve-

nir, preuves à l'appui, le cas de force majeure, se traduiront pour le personnel, par un chômage non rémunéré de plus en plus important...

... Mais il faut tenir compte

de la situation commerciale et financière de la société pour apprécier ce qui peut être fait en faveur du personnel...

... A la fin du premier semestre de cette année, la SMN sera encore en perte et c'est pourquoi il n'a pas été possible de faire plus que ce que j'ai proposé lors de la réunion du 31 mai.

Ces précisions vous fournissent les principaux éléments de la situation : vos

représentants élus, qui en sont pourtant bien informés, chiffres à l'appui, ne semblent pas vous les avoir transmis jusqu'à présent.

Je vous demande d'y réfléchir sérieusement car la SMN est à un tournant : de votre comportement personnel dépendront bien des choses dans les jours, les semaines et les mois qui viennent, y compris la stabilité future de votre emploi.

J'ai tenu à vous le dire loyalement et sans détours.

SEP (Bordeaux) :

DES ACQUIS POSITIFS QU'IL FAUT DEVELOPPER

Le 12 mai, les travailleurs de la SEP à Bordeaux reprenaient le travail après avoir mené une longue lutte d'un mois contre la répression. Cette lutte n'aboutissait pas. De plus, la direction licenciat cinq travailleurs, dont trois sont militants syndicaux, le jour du 31 mai. Depuis, sur la base du bilan de cette première lutte, une seconde riposte s'engage.

Le premier combat mené a affirmé la voie de la lutte, de la riposte du tac au tac face à la répression, et c'est dans ce cadre qu'il faut examiner ses limites. Si les travailleurs dans leur ensemble ont vu, et la section CFDT n'y est pas pour rien, l'enjeu de la lutte

contre la répression aujourd'hui, il est vrai qu'il y a eu un certain nombre d'illusions sur la possibilité d'aboutir à une victoire rapidement.

COMBATTRE LES IDÉES DE CAPITULATION

C'est sur cette base que les travailleurs, dans leur ensemble, ont tiré les leçons. Ils ont vu qu'il fallait mettre en place d'autres moyens pour faire sortir la lutte du cadre de l'usine. La création du Comité de soutien va dans ce sens. Mais cela suffit-il ? Non assurément. Si le travail de mobilisation s'engage aujourd'hui autour de la SEP, c'est bien parce que les travailleurs ont vu qu'il ne suffisait pas pour cela d'appels vagues à la solidarité, mais qu'il y avait tout un combat à mener contre ce qui freinait cette solidarité. Ainsi, les idées du genre : «Se mettre en lutte pour un malheureux licenciement, ça n'en vaut pas le coup» qui laisse ainsi la bourgeoisie renforcer progressivement sa politique répressive. «Ce travail d'explication est primordial, urgent, sinon on laisse tout passer», dira un délégué. Il a abouti aujourd'hui à l'organisation des premières manifestations, à la création d'un Comité de soutien où plusieurs dizaines de personnes sont venues.

La lutte de la SEP montre aussi que la voie de la lutte ne peut s'affirmer que si, constamment, sont combattus les propos démobilisateurs répandus par le PCF, la voie de la capitulation ; que si les travailleurs affirment leur autonomie, n'acceptent de faire aucune concessions comme ils ont commencé à le faire ces dernières semaines.

LES ACQUIS NE DOIVENT PAS ÊTRE REMIS EN CAUSE

Mais développer ces acquis va de pair avec la nécessité de combattre un certain nombre d'idées qui existent.

Par exemple, si le Comité de soutien doit être effectivement sous la direction des travailleurs de la SEP, cela veut-il dire qu'il ne doit être qu'un exécutant des tâches définies par la section syndicale CFDT ? Non, il doit être un lieu de débat pour tous ceux qui y participent, où tout le monde propose des initiatives. Cela ne peut que renforcer la lutte. Ensuite, les initiatives du Comité de soutien doivent-elles se limiter à effectuer des tâches de collage d'affiches, ou au contraire d'engager de larges débats parmi les travailleurs ?

Une riposte efficace ne s'effectuera que si l'enjeu du rassemblement autour de la SEP est perçu clairement. Enfin, comme le dira un délégué CFDT, «il nous semble qu'il faut aller vers des initiatives comme celles des Câbles de Lyon, qui peuvent véritablement contribuer à mettre en place un rapport de force important. Il est bon que les sections coordonnent leurs actions dans la mesure où elles ont un but commun».

En deux mois et demi, du 15 mars au 31 mai, 1206 locataires ont été expulsés de leur logement à Paris et 9811 ont été saisis du 1^{er} janvier au 31 mai. Ces chiffres viennent d'être publiés par la préfecture de Paris. 1200 familles à la rue, 10 000 familles privées du strict minimum nécessaire pour vivre correctement dans leur logement. Voilà qui en dit long sur la sincérité des grands discours prononcés lors du récent congrès des HLM à Nice, sur le caractère «social» des HLM.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'OFFICE DU VIN CONTESTÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DES PRODUCTEURS

Sous la pression des viticulteurs, le gouvernement avait dû créer un office du vin, les représentants des viticulteurs acceptaient d'y participer bien que ne se faisant guère d'illusions sur l'efficacité de cet organisme pour remédier à la détérioration de la situation des viticulteurs.

d'Italie) se poursuivent, elles sont même supérieures à l'an dernier (6,3 millions d'hectolitres contre 5,5 millions d'hectolitres). En outre, l'accord avec le négoce d'un prix plancher est peu appliqué.

Cette situation a amené

Maffre Baugé, président, des producteurs de vin de table, et Vardale, président des coopératives à annoncer qu'ils ne participeraient pas à la prochaine réunion de l'Office du Vin si le gouvernement ne bloquait pas les importations de vin d'Italie et si les

promesses faites n'étaient pas tenues.

Déjà, le Comité d'Action Viticole du Gard annonce qu'il va reprendre l'action dès juillet en liaison avec les producteurs de fruits et légumes.

AUGMENTATION DE 100 % SUR CERTAINS LOYERS

La libération des loyers des immeubles de la catégorie 2A qui doit intervenir le 1^{er} juillet n'a pas manqué de provoquer chez les propriétaires de ces immeubles une nette tendance à l'augmentation des loyers. Les premières lettres annonçant des augmentations sont parvenues chez le locataire concerné, pour certains, l'augmentation est de 100 % et parfois plus.

Une commission «bons offices» a été créée par le

secrétaire d'État au Logement, officiellement pour tenter d'éviter les abus des propriétaires, en réalité pour éviter une révolte des locataires. Elle a reçu à ce jour 34 dossiers. Elle essaiera de modérer les prétentions des propriétaires trop gourmands afin d'éviter les cas dramatiques qui pourraient déclencher des luttes. Mais ses recommandations ne visent pas à empêcher les hausses, pour cela il aurait fallu maintenir la taxation des loyers, elle ne vise qu'à

l'étaler dans le temps afin que le locataire qui ne pourrait plus payer ait un laps de temps suffisant pour se trouver un autre logement. Mais elle ne peut formuler que des recommandations, les propriétaires sont libres de passer outre. Il est donc parfaitement démagogique de parler de commission anti-hausse comme le fait Barrot puisqu'il ne s'agit en définitive que d'un organisme destiné à trouver les meilleurs moyens pour faire passer la hausse sans trop de heurts.

L'Office vient de décider :
- la distillation de 500 000 hectolitres au prix de 8 F le degré hecto.
- l'achat et le stockage pour trois mois de 3 500 000 hectolitres au cours de 10,50 F le degré hecto.

Mais ces mesures sont loin de solutionner la crise actuelle. Les stocks au 31 août sont évalués à 11,8 millions d'hectolitres, bien des cuves seront encore remplies avant les vendanges.

D'autre part, les importations de vin (surtout

LUTTES OUVRIÈRES

LES 2 FACES DE LA POLITIQUE GISCARDIENNE

LE «DIALOGUE SOCIAL» DE CEYRAC...

... ET LA RÉPRESSION MASSIVE !

Le forum organisé par le journal «L'Expansion» sur la réforme de l'entreprise a été l'occasion pour Ceyrac (patron du CNPF), de relancer son vieux thème du «dialogue social». Son projet, c'est de briser ce qu'il appelle «le monopole syndical dans l'entreprise». Pour les élections professionnelles, seules peuvent présenter des candidats, les organisations syndicales représentatives au niveau national. Or, dit sournoisement Ceyrac : «Les salariés ont le droit de se syndiquer, mais aussi le droit de ne pas se syndiquer. Il y a en France une majorité de salariés qui ne sont pas syndiqués et il serait juste qu'ils puissent faire entendre leur voix». Faire entendre leur voix, certes, mais dans quel but ?

«Notre projet à long terme, c'est la co-organisation de l'entreprise, la possibilité pour les salariés de participer à l'organisation de leur travail. Pour cela, il est nécessaire d'étendre les attributions des comités d'entreprise et de faire en sorte qu'ils représentent l'ensemble des salariés». Dans la bouche du patron des patrons, cela veut dire : associer les travailleurs à leur propre exploitation, leur faire décider eux-mêmes les licenciements, les réductions d'horaires, etc... quand «la situation de l'entreprise

l'exigerait». En somme, quelque chose qui ressemblerait un peu à ce qui se passe en Allemagne Fédérale.

Mais, ce n'est certes pas un hasard si ce vieux projet réapparaît justement dans la période. L'autre but visé par la bourgeoisie c'est d'empêcher les luttes des travailleurs, briser leur organisation. La liberté totale pour quiconque de présenter des candidats aux élections de délégués permettrait aux patrons d'imposer leurs syndicats ou des officines fas-

cistes telles que la CFT. Ce projet apparaît particulièrement clair lorsque Ceyrac dit l'adresse des syndicats : «Ils devraient comprendre le danger que représente la transformation des entreprises en champ de manœuvres pour les partis politiques».

La bourgeoisie veut jouer sur les deux tableaux. D'un côté, c'est la répression, les licenciements, les flics contre ceux qui luttent, et de l'autre elle fait miroiter, sous prétexte d'une soi-disant démocratie, la possibilité pour «les salariés raisonnables» de participer plus étroitement à la vie de l'entreprise.

Appel à la collaboration de classé et répression, deux volets d'une même politique qui, c'est vrai, n'est pas nouvelle. Cependant, le recours massif à la répression et le battage fait autour du projet du CNPF montrent à l'évidence les difficultés croissantes de la bourgeoisie à s'opposer aux luttes des travailleurs.

Gérard PRIVAT

Depuis des mois, la répression s'intensifie contre les travailleurs qui luttent. Parmi les cas les plus récents, citons :

— BOURGOGNE ELECTRO-NIQUE DIJON : Licenciement de 23 travailleurs dont 8 délégués, à la suite d'une grève victorieuse.

— S.E.P. (Société Européenne de Propulsion) BORDEAUX : Licenciement de 5 ouvriers dont 3 délégués et dernier avertissement avant licenciement pour 15 autres, dont 12 délégués, après une grève pour la réintégration d'un ouvrier.

— FILATURES DE LA VOLOGNE - LAVELINE (Vosges) : 4 ouvriers entraînés devant le tribunal pour participation au piquet de grève. 1 licencié.

— CÂBLES DE LYON - CLICHY : Procédure de licenciement contre 3 délégués CGT pour «menace envers des cadres» lors d'une grève.

— BOURGEOIS - BESANCON : Le patron porte plainte contre 4 militants pour «séquestration».

— TRÉFIMÉTAUX - COUÉRON (Loire Atlantique) : Le patron porte plainte pour «séquestration». 12 femmes de grévistes qui soutenaient leur mari passent devant le tribunal.

— PARIS-RHÔNE - LYON : Durafor autorise le licenciement de 4 délégués après une grève particulièrement dure.

— GEORGES - AMIENS : 1 travailleur est licencié après une grève.

— SNAV - LYON : Licenciement de 9 travailleurs dont 1 délégué après une grève de secteur.

— COMPRESSEUR FRIGORIFIQUE - MONTLUEL (Ain) : Menaces de licenciement contre 175 travailleurs pour «entrave à la liberté du travail».

— CYCLES PEUGEOT MANDEURE (Doubs) : Après une grève de 5000 travailleurs, des délégués sont licenciés.

— INNO-MONTPARNASSE (Paris) : 2 militantes CFDT sont agressées par les flics puis entraînés devant les tribunaux pour avoir soutenu la lutte des employées du magasin.

— CLAUDEL - VILLEDIEU-LES-POÊLES : 4 délégués sont licenciés par Durafor à la suite d'une grève.

CIT-ALCATEL à La Rochelle, ANF à Valenciennes, Motte-Bossut à Leers, Caron-Ozanne à Caen, les transports FTD à St-Denis, Danzas à Paris,

Monin-ordures à Lyon, Caluire-Légumes à Lyon, au centre de tri de Paris Brune, Descours et Cabaud à Marseille et bien d'autres.

Scaplen à Plomelin

LA PRODUCTION AU SERVICE LA GRÈVE

A la Scaplen à Plomelin, près de Quimper, 37 ouvrières sont en grève depuis le 20 mai.

La Scaplen est une petite entreprise de confection, qui emploie une centaine de personnes. Depuis l'ouverture des ateliers, les salaires et les conditions de travail n'ont cessé de se détériorer.

Les grévistes réclament : 0,50F de rattrapage horaire, le 13^e mois, une clause d'amélioration du pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail et le paiement des jours de grève.

Depuis le début du mouvement, des ouvrières rejoignent les grévistes, mobilisées par l'attitude offensive de celles-ci : occupation des locaux de la main-d'œuvre de Quimper, organisation d'un «fest-noz» de solidarité avec plus de 600 personnes, occupation de l'usine par relais, vente de leur production (sac de plage) sur les marchés et dans les entreprises.

Après avoir refusé de négocier jusqu'au 10 juin, les patrons lâchent 0,25F, puis finalement reviennent sur leur décision.

Le 14 juin, les grévistes ont décidé de réorganiser la production.

«A l'appel de la commission chômage-emploi de l'Union Locale CFDT du 11^e et 12^e, et du comité CFDT de chômeurs du 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, une RÉUNION PUBLIQUE aura lieu le jeudi 17 juin de 17 h à 20 h au 51bis, rue de la Roquette, Paris 11^e. Elle s'adresse à tous les travailleurs et chômeurs du quartier, syndiqués ou non, dans le but de discuter de la préparation de la manifestation du 23 juin à la préfecture de la région parisienne, pour réclamer les transports gratuits pour les chômeurs, manifestation appelée par la CFDT».

Vitry : PROVOCATION POLICIÈRE A LA CITÉ DES MARRONNIERS

La cité des Marronniers, c'est dans le quartier Balzac, une cité où les locataires ont mené de nombreuses luttes. C'est une cité où existe un noyau combatif qui, dirigeant l'Amicale des Locataires, s'est opposé à de très nombreuses saisies. Ces luttes peuvent constituer un exemple et un précédent. Discréditer les habitants, isoler la cité du quartier, éparpiller son noyau combatif, voilà qui serait une bonne chose pour la préfecture du Val-de-Marne. C'est dans ce cadre que se comprend la provocation policière de mardi.

Il était 16 h 30. Arrive une estafette de police, venant d'Ivry, appelée par la gardienne ayant raconté au téléphone qu'«elle avait reçu des menaces de mort». Des locataires sont sur les marches des escaliers. Des mots sont échangés avec les flics. Ils repartent.

19 H : arrivent deux estafettes. Les flics descendent, bidule à la main, arrogants et provocateurs. Ils cherchent l'incident. Guidés par le gardien, ils

se dirigent vers le logement de membres du collectif de l'Amicale. Au rez-de-chaussée, chez Mme B., ils essaient d'enfoncer la porte. Deux flics se font la courte échelle pour rentrer par la fenêtre, le président de l'Amicale qui passait par là est repoussé : «Poussez vous, il va y avoir une balle perdue», lui dit un flic. Des mots sont échangés : «Viens derrière le bâtiment qu'on s'explique entre hommes». Le flic se radoucit quand il apprend qu'il a affaire au président de l'Amicale des Locataires. Mais l'attroupement grossit. Les flics font tourner leurs matraques, menaçant des jeunes : «On va revenir». Un autre ajoute : «On va faire comme pendant la guerre d'Algérie». Les flics repartent. Tard le soir, des cars de CRS ont patrouillé dans le quartier.



Quelle leçon tirer de tout cela ? Une réflexion du gérant de la SEMIDEP, hier matin, dans la réunion qu'il a eue avec les locataires, est très intéressante : «Le commissaire d'Ivry je le connais. Il n'a pas agi seul. Il était sûrement couvert par le préfet». En bref, par delà les faits anecdotiques, ce qui ressort, c'est qu'il s'agit d'une opération policière à grand spectacle délibérément montée dans un but d'intimidation. La police qui cherchait l'incident, s'est servi du coup de téléphone du gardien comme d'un prétexte.

Ce sont des faits qui tendent à se multiplier. A Balzac, il y a quelques temps, les CRS ont fait un grand déploiement pour venir chercher un jeune de quinze ans qui avait volé une mobylette. Puis, mitraillettes en bandoulière, allures de cow-boys, ils ont traversé toute la cité pour que tout le monde les voit bien.

A Fresnes, cité des Fauconnières (à côté de la prison) des animateurs de la SEMIDEP animaient un groupe de jeunes. Les flics, sans coup de téléphone, sont venus et ont

emmené tout le monde au poste.

C'est que les luttes dans les quartiers vont se développer. Il faut donc faire peur aux travailleurs, essayer de les diviser devant la menace de la police. C'est une question qui est complexe. C'est vrai que devant le vandalisme (notamment les vols dans les caves), un sentiment d'insécurité existe chez certains locataires. La propagande de la TV n'est pas sans effet. Faits caractéristiques : une dame de la cité voisine à Touraine, qui s'est pourtant rangée du côté des camarades pour la grève de la hausse du loyer, n'en est pas moins partisane des milices de locataires. A Champigny une semblable milice avait connu, il y a quelque temps, une ébauche de formation. Le PCF, quant à lui, réclame avec insistance la construction d'un commissariat à Vitry, aux Marronniers, l'indignation est grande devant le comportement des flics. Les locataires réclament le remplacement du gardien.

La meilleure riposte, c'est l'explication sur tout le quartier et l'information. Nous sommes assez grands pour résoudre, par la discussion, tous les problèmes qui surgissent entre locataires. Flics hors des cités !

Correspondant Vitry

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un premier recul insuffisant : DIX COLORANTS INTERDITS

L'Académie de Médecine a approuvé hier le projet d'arrêté relatif à la suppression de plusieurs colorants alimentaires. Neuf additifs alimentaires devraient être supprimés à dater du 1^{er} janvier 1977. Ce sont : E 103, chrysoïne B ; E 105, jaune solide ; E 111, orange GGN ; E 121, oseille ; E 125, écarlate GN ; E 126, ponceau 6R ; E 130, bleu anthraquinonique ; E 152, noir ; E 181, terre d'ombre brûlée. Enfin suite à un débat houleux, l'académie a demandé que l'emploi de l'amarante pour colorer les fruits rouges (conservés dans un liquide), les crevettes, les liqueurs, soit supprimé. Ainsi, dix colorants dangereux responsables d'allergies, de sensibilisation ou cancérogènes comme l'amarante sont supprimés. Mais l'application de ces mesures prendra encore plusieurs mois, voire plus. Un nombre important d'additifs présentant des risques et de substances aromatiques aux effets mal connus sont encore en circulation. Si cette interdiction est un premier recul devant les dénonciations des scientifiques et des consommateurs, il faut aller plus loin. La lenteur sénatoriale avec laquelle l'Académie prend une à une ses décisions, l'absence d'expériences sérieuses sur les nouveaux produits lancés, font courir un danger permanent aux travailleurs.

TOULON

TABASSÉS LE 26 MAI, LES JEUNES SERONT EXAMINÉS PAR LE MÉDECIN EXPERT... LE 26 JUIN !

Le 26 mai, à St-Cyr-sur-Mer, près de Toulon, une bagarre éclate dans une fête foraine. Un groupe de jeunes gens venus de La Ciotat, contre le propriétaire d'une «chenille». La gendarmerie interpelle alors une trentaine de jeunes qu'elle soupçonne à priori. Parmi eux, nombre ont déjà eu l'occasion d'être convoqués pour ce genre de faits. Ils se font alors faire un certificat médical préventif pour constater qu'ils sont allés à la gendarmerie avec toutes leurs dents. Les flics ne le savaient pas et leur font subir un violent tabassage.

Le juge d'instruction en a mis onze en garde à vue de 48 h et le lundi 14 juin, ils sont mis en liberté provisoire après une confrontation générale. «Ceux qui ont été tabassés et relâchés en premier n'ont pas fait faire de certificat de suite car une famille est venue me voir, les traces étaient trop bénignes, des bleus et quelques ecchymoses qui ne permettent pas d'établir un certificat valable», m'a dit un avocat de la région marseillaise qui a conseillé aux familles de toutes se regrouper dans la confrontation générale. «Deux jeunes ont déjà déposé plainte, le juge devra donc entendre tous les jeunes déjà convoqués : c'est là que l'action unie des familles peut avoir du poids dans les dépositions». Pourquoi tous les jeunes n'ont-ils pas porté plainte ensemble ?

«Les avocats en général n'encouragent pas à ce genre de plainte de peur d'être placés comme «gauchistes», il faut savoir que lorsqu'un avocat le

fait, les renseignements généraux établissent un dossier sur eux ; alors les avocats choisissent plutôt de décourager les gens au lieu de leur apprendre à se défendre». Pour cet avocat : «Ce qui est très inquiétant, c'est que ces sévices soient le fait de gendarmes alors que c'est plutôt en général le fait de la police dans les commissariats où ces actes sont une constance, et il faut bien le dire, il y a une couverture policière et judiciaire pour que ces actes restent impunis, il faut bien comprendre que le rôle politique de la police et de la gendarmerie est

identique mais jusqu'à maintenant, la gendarmerie a toujours eu «une pratique républicaine et les brebis gâleuses étaient exclues». Les sévices dans une gendarmerie ne sont pas monnaie courante, un gendarme n'obtient pas la légion d'honneur en cassant la gueule à un détenu alors que dans un commissariat, celui qui frappe est considéré «comme un type sur lequel on peut compter».

Il est donc très dangereux de voir que le respect minimum du citoyen, qui n'empêche pas une forme différente de répression de leur part, soit de plus en plus remis en cause. «Je peux certifier que les sévices dans les commissariats de Marseille sont très courants comme les humiliations sur les travailleurs immigrés que l'on fait déshabiller intégralement, à qui l'on fait des dessins sur les fesses, ou à qui on met les doigts

dans l'anus». Au sujet des tortures faites sur le ferrailleur de Bandol, dignes des méthodes de l'OAS contre les combattants algériens, cet avocat a déclaré : «Il est bien connu que la police est entre les mains des SAC. Depuis Aleria, et depuis les plaintes que nous recevons, les SAC sont-ils en train de prendre en mains la gendarmerie, ce qui voudrait dire que ceux qui nous gouvernent sentent que leur échéance se rapproche encore plus vite que ce que l'on pense. On aurait tort de laisser croire

aux travailleurs que la bourgeoisie ne prendra pas de sanctions contre ces gendarmes si les faits sont reconnus, bien au contraire, des peines «exemplaires» peuvent être prises pour laisser croire que de telles tortures ne sont pas tolérées, pour permettre de couvrir encore plus les actes de police».

Un médecin expert vient d'être désigné par M. Cavallino pour examiner les jeunes gens arrêtés et tabassés... le 26 juin !

En Allemagne, comme en France La population s'oppose aux centrales nucléaires

L'implantation de centrales nucléaires suscite autant d'opposition en Allemagne qu'en France. Pas plus que le peuple français, le peuple allemand ne veut faire les frais d'une politique énergétique présentant de tels dangers. Aussi les techniciens allemands du trust de Dornier ont-ils cherché autre chose, dans le plus grand secret ! La population s'oppose aux centrales ! Il n'y qu'à les installer là où personne ne peut protester ! Dans la mer, par exemple.

C'est ainsi qu'ils ont retenu les côtes de la Baltique (connue pour sa faible salinité) situées au large de la Basse Saxe, et, pour faire bonne mesure, pensent y construire une centrale de 80.000 MW. A titre de comparaison, les plus grosses centrales fonctionnant actuelle-

ment ne dépassent pas 1000 MW ! Ce projet est considéré avec le plus grand sérieux par le gouvernement Ouest Allemand, puisqu'une centrale expérimentale est prévue pour 1985.

Si un tel projet voit le jour, dans l'état actuel de la technique nucléaire (récemment deux ouvriers ont été brûlés par la vapeur bouillante et radioactive d'une centrale BWR allemande), ce sont toutes les côtes de la Baltique qui sont menacées du fait du réchauffement et la contamination. Sans compter les conséquences décuplées qu'aurait un «accident».

«Après moi, le déluge», c'est ainsi que raisonne la bourgeoisie ! Les peuples ne lui laisseront pas le temps de finir son raisonnement.

LE TOUR DE FRANCE DE JACQUES PAPINSKI

Mener la lutte contre l'inspection et la répression

J. Papinski, après sa grève de la faim, a entamé un tour de France des lycées pour engager un rapport de force pour sa réintégration et pour mobiliser les enseignants dans la lutte contre l'inspection et la répression en général.

— Le Quotidien du Peuple : Que penses-tu de ton tour de France ? Est-ce que ce fut un succès au niveau de la mobilisation ?

— Jacques Papinski : Mon tour de France fut en effet une réussite à deux points de vue :

Tout d'abord, au niveau des enseignants : mon but était de sensibiliser les enseignants sur l'inspection académique, de les engager à lutter contre ce système de contrôle inutile et injuste parce que soit il permet des mesures répressives arbitraires, ou une promotion tout aussi arbitraire. Par exemple, le 1^{er} janvier 74, l'inspecteur primaire m'offre une promotion avec l'approbation de la commission paritaire et de l'académie de Nancy

et, le 6 juin 1974, le même inspecteur propose ma révocation avec l'appui de la même commission paritaire et la même académie.

Alors, face à cela, avec l'aide des Comités de soutien composés d'ouvriers, de parents d'élèves, de jeunes, nous faisons deux propositions aux enseignants : - refuser l'inspection académique, ou - se mettre en grève spontanément lors de la venue d'un inspecteur et contrôler l'inspection. Cette opération de «l'inspecteur inspecté» a déjà été pratiquée avec succès car l'inspecteur s'en va.

Ce qui était intéressant aussi c'est le nombre d'enseignants participant aux discussions. C'était principalement des militants

syndicalistes de base, intéressés par ma lutte contre la répression car elle les touche autant que moi.

— QdP : Et les rapports avec les élèves ?

— J.P. : Justement, j'en viens. C'est le deuxième succès de mon tour de France. Tout d'abord, il faut dire que ce sont eux qui dans toutes les villes m'ont invité à venir parler de ma lutte. Cela tient au fait que ma lutte et la leur contre la répression, à qui ils ont affaire tous les jours, se rejoignent. C'est vrai aussi bien pour les sanctions, les examens que pour le contenu des cours. Ainsi le pouvoir réprime les enseignants qui ne respectent pas le programme et par conséquent restreint le choix que les élèves aimeraient dépasser : tout ce qui parle des luttes (presse...) Il faut donc engager la lutte contre l'inspection et la répression à

l'école pour ouvrir les écoles aux problèmes que pose la société capitaliste et pour sortir les élèves du ghetto dans lequel la bourgeoisie veut les enfermer.

Par mes visites et les discussions que je propose, je peux poser les jalons pour la remise en cause de l'école capitaliste, de ses structures d'oppression et de l'idéologie qui y passe.

— QdP : Pour ta lutte et ta réintégration, quels sont tes projets ?

— J.P. : Je pense d'abord pendant les vacances faire des voyages à l'étranger (en Albanie par exemple) pour connaître d'autres types d'école. Puis, à la rentrée, entamer une lutte encore plus importante avec l'appui des Comités de soutien.

Motion de Soutien :
J. Papinski
30, rue Albert 1^{er}
93 120 - La Courneuve

en bref... en bref...

LA FOIRE TRADITIONNELLE TOURNE AU DRAME

Depuis plusieurs jours déjà, les concurrents de la course transatlantique sont affrontés à une tempête importante. Les abandons se succèdent y compris parmi les meilleurs marins : Fauconnier s'est cassé un bras, a du abandonner, et essaye de rentrer. Terlain, qui barrait depuis plusieurs jours sans pilote automatique, est en grave danger : les coques de son catamaran se sont dissociées. Enfin, on est sans nouvelles de Fehiman, qui a lancé un SOS mardi. Pendant ce temps, ITT, Kriter... spéculent sur ce que va leur rapporter cette campagne de publicité !

Les expulsions massives de travailleurs immigrés d'origine sud-américaine se multiplient actuellement (317 en Floride, 100 à Boston en une semaine). Les agents de l'immigration encerclent et traquent les travailleurs immigrés dans leurs habitations, sous prétexte de contrôler leurs papiers et arrêtent ceux qui sont soupçonnés de vouloir former un syndicat. Ces mesures contre les huit millions de travailleurs immigrés, souvent dépourvus de cartes de travail visent à empêcher leurs luttes et à faire retomber sur eux la responsabilité du chômage.

en bref..

INTERNATIONAL

LE RÉGIME SYRIEN

AU LIBAN, BLOCUS ALIMENTAIRE EN SYRIE, QUADRILLAGE DE DAMAS

Les Américains viennent d'envoyer plusieurs avions de guerre et des centaines de soldats à Chypre en vue d'une éventuelle intervention au Liban. Les peuples palestiniens et libanais ne permettront à aucun soldat yankee de mettre les pieds sur le sol libanais. Devant la résistance acharnée des deux peuples contre les troupes syriennes, devant les difficultés du régime syrien à maintenir sa volonté, les Américains menacent.

A peu près au même moment, l'ambassadeur américain à Beyrouth et son conseiller économique étaient enlevés hier.

La Syrie a encore renforcé son intervention militaire en direction du Sud-Liban : un convoi de 45 chars a pénétré mardi au Liban. Les bombardements syriens se sont poursuivis contre les positions patriotiques dans la montagne et sur les camps palestiniens. Celui de Aïn El Heloué, près de Saïda, a subi les tirs de l'armée syrienne stationnée à Jezzine, localité tenue par les Phalanges et les Syriens. Dans la région de l'Arqoub, les troupes syriennes avancent. Après la reprise de Rachaya, elles avancent au Sud en direction de Merjeyoun.

A Beyrouth, après le nettoyage par les patriotes libanais et la Résistance des quartiers du secteur Ouest, des bandes de la Saïka, c'est de l'extérieur de ce secteur que les tirs arrivent. Les Phalanges épaulent les troupes syriennes. Celles-ci renforcent le blocus alimentaire autour du secteur Ouest. Il n'y a plus de farine, plus de légumes et plus d'essence. Les troupes syriennes qui stationnent à Chaldé, petite localité au Sud de Beyrouth, empêchent que des camions remplis de produits alimentaires arrivent de Saïda. La Syrie veut aussi affamer les

habitants de Saïda, comme ceux de Beyrouth, et en occupant Saïda, empêcher que les produits alimentaires arrivent de l'extérieur au port et que les paysans envoient leurs produits à Beyrouth.

Pendant que le régime syrien envoie ses troupes au Liban, il se prépare à réprimer tout soulèvement des masses syriennes. Les rues de Damas sont entièrement quadrillées par les chars de l'armée spéciale liée au «sérail de la défense» du frère du président Assad, homme très proche des soviétiques.

S'attaquant dans un discours au régime irakien, il a demandé aux masses irakiennes de se soulever contre ce régime alors que lui passe directement à la répression des masses syriennes qui refusent que leurs fils aillent combattre les résistants libanais et palestiniens. A Damas, l'armée est postée massivement à tous les endroits où la population peut

se regrouper : marchés, mosquées et autres endroits publics. Les masses syriennes ne peuvent laisser leurs fils se battre dans l'armée syrienne aux côtés des Phalanges qui, dès le début des événements, ont massacré des centaines d'ouvriers agricoles syriens travaillant au Liban.

Yomna El KHALIL

ABOU AYAD révèle le contenu de l'accord franco-syrien sur le Liban

Dans une interview accordée au journal «Libération», Abou Ayad, membre du Comité Central du Fath a déclaré : «Nous avons appris et tiré les leçons des événements de 1970 en Jordanie : ... nous comptons sur nos propres forces pour faire échouer le complot...»

...Ce que l'armée jordanienne n'a pu réaliser, Assad le réalise...»

Au sujet de l'attitude de la France Abou Ayad a ajouté : «Le contenu de l'accord (entre Sauvagnargues et Khaddam, ministre des affaires étrangères syriennes) stipulait une entente pour que les forces françaises débarquent en zone chrétienne mais seulement après que les Syriens aient pu «pacifier» les zones des patriotes arabes du Liban.»

«Nous savons qu'on nous réserve de nouveaux complots. Je crois que nous avons mis en échec le plus dangereux : le syrien... Nous avons consolidé l'unité de notre peuple... La Saïka n'existe plus et... c'est la première fois que l'OLP a le contrôle effectif de l'ALP (Armée de Libération de la Palestine).»

o CHINE : Alors que le président malgache Ratsiraka a quitté la Chine sans être reçu par le président Mao, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré : «Le président Mao est d'un âge très avancé et reste très occupé par son travail. Le comité central de notre parti a décidé de ne pas organiser de rencontres entre le président et les hôtes étrangers distingués.»

• DJIBOUTI : Le conseil des ministres français a adopté hier un projet de loi modifiant la loi sur la nationalité qui limitait l'attribution de la nationalité, donc des cartes électorales à Djibouti. Cette loi permettait de truffer grossièrement les élections.

Italie ELECTIONS CONTRE LES MASSES

Je suis devant une photo qui représente trois jeunes Italiennes de très bonne famille débattant de problèmes graves. La légende affirme : «La révolution détruit et ne construit pas». Le bas de l'affiche invite à voter démocratie-chrétienne. Dans ce quartier populaire de Milan, ces affiches, quand elles ne sont pas lacérées, laissent indifférents les gens qui passent sans daigner les regarder.

Car les masses italiennes savent que la seule perspective offerte par la démocratie chrétienne, c'est celle de continuer à faire payer la crise aux travailleurs, «la crise, nous la payons tous les jours», nous affirme cette ouvrière sortant de son usine, «les produits alimentaires de base comme l'huile, ont augmenté de 30 % depuis janvier, et comme les bas morceaux de viande coûtent plus de 50 F le kilo, alors on a cessé d'en manger».

La hausse des prix a été de 25 % en 1975, et on s'attend à une progression supérieure en 1976 ; la dévaluation de la lire, rien que ces derniers mois, a été de 35 %. La crise frappe d'autant plus durement les familles ouvrières, que toutes sont atteintes par le chômage (un million deux cent mille chômeurs officiels, en fait près de 2 millions), soit par l'inemploi des jeunes récemment sur le marché du travail (800 000 officiellement), soit même par la réduction des horaires de travail (300 000 heures chômées pour le textile, la chimie et la métallurgie).

Cette crise est au centre des débats électoraux. Les élections législatives de dimanche prochain sont dues au refus du parti socialiste italien, en janvier dernier, de prolonger plus avant son alliance gouvernementale privilégiée avec la démocratie chrétienne, parti jugé incapable de sortir le pays de la crise.

LA D.C. AUX ABOIS

La démocratie chrétienne offre l'image d'un parti usé, n'ayant plus aucune crédibilité dans les masses. Le manque de perspectives politiques de la démocratie chrétienne apparaît clairement dans sa campagne électorale.

Celle-ci est surtout menée par Fanfani, politicien usé, responsable des échecs de la démocratie chrétienne au référendum sur le divorce et plus récemment, aux élections régionales de juin 75 qui virent une nette poussée du parti révisionniste. Ne pouvant se battre sur le terrain de la crise économique et politique de l'Italie, dont la démocratie chrétienne porte la responsabilité, Fanfani prétexte axer sa campagne sur l'isolement probable du pays en cas de victoire électorale de Berlinguer : l'Italie ne pourrait plus alors compter sur la solidarité européenne et américaine et devrait changer ses alliances privilégiées pour rejoindre le camp des pays dominés par l'URSS.

Mais cette propagande de Fanfani a son revers : les masses italiennes savent ce que cette alliance privilégiée avec les USA signifie : selon les journaux italiens, plusieurs milliards de dollars ont été versés, à l'initiative de Ford et de la CIA, pour aider la démocratie chrétienne dans sa campagne électorale, et la semaine dernière, la revue «Panorama» publiait les comptes secrets de Lockheed révélant que des pots de vin importants avaient été versés à Mariano Rumor, ancien président du

conseil démocrate chrétien et actuel ministre des affaires étrangères.

Le meeting d'un député démocrate chrétien à Milan a été perturbé par la foule qui lançait des avions en papier avec le sigle Lockheed.

La corruption de la démocratie chrétienne est telle qu'il a semblé nécessaire à certains de lui donner un visage nouveau.

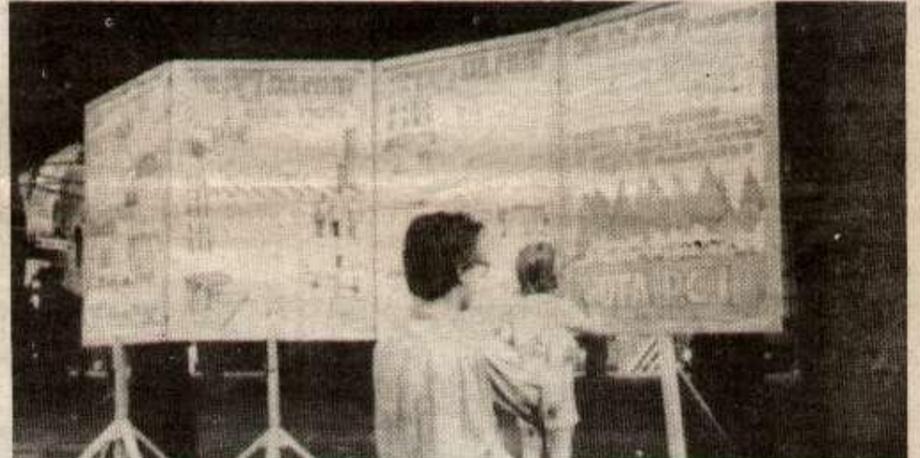
On s'est alors divisé le travail : le secrétaire général de la D.C. Zaccagnini, face à la tendance «dure» de Fanfani veut se présenter comme le «libéral» décidé à ripoliner la façade croulante de la démocratie chrétienne. Pour ce faire, Zaccagnini propose une réorientation des alliances privilégiées de la démocratie chrétienne avec une solution centre-gauche : gouvernement démocrate chrétien - parti socialiste, le parti communiste à l'extérieur donnant néanmoins son soutien.

Cette stratégie, de fait, est bien celle de la bourgeoisie italienne : les positions de Fanfani et Zaccagnini, loin d'être contradictoires, sont complémentaires : à l'un revient la tâche d'appeler à la plus large union sacrée face à la crise ; à l'autre revient celle de souligner les dangers du PCI pour que ce dernier puisse appuyer le gouvernement d'union nationale sans pour autant, en cas de très forte progression électorale, exiger d'entrer au gouvernement.

LE PCI AU GOUVERNEMENT ?

Le PCI prône lui aussi l'union nationale pour «le salut et la renaissance de l'Italie». L'heure n'est plus au seul compromis historique PCI-DC-PSI, mais bien comme le soulignait Ber-

De notre envoyé spécial Camille NOËL



linguer dans une interview au «Corriere della Sera» : «à une large coalition gouvernementale unitaire qui comprendrait tous les partis démocratiques et populaires dont le PCI, à l'exclusion des seuls fascistes du MSI». Cette stratégie du PCI s'appuie sur son programme de renforcement de l'appareil d'Etat avec appel à «une plus grande efficacité de l'Etat», et de restructuration de l'appareil de production capitaliste. Il s'agirait donc d'accélérer le processus de concentration monopoliste afin de développer les exportations vers les pays du Tiers Monde. Berlinguer affirme que seul le PCI au gouvernement pourrait apporter le consensus national nécessaire à cette restructuration, c'est-à-dire faire accepter à la classe ouvrière de faire elle-même les frais de cette opération.

Et c'est bien là finalement que se situe l'enjeu des débats qui secouent la bourgeoisie italienne. Agnelli, président de la Fiat et de la Cofindustria (CNPF italien) a été clair : «le patronat est d'accord pour que le PCI appuie un gouvernement d'union nationale mais ne désire pas de ministre communiste». Ceci pour deux raisons :

D'abord parce qu'il n'est pas sur que le PCI puisse réellement faire accepter à la classe ouvrière de faire les frais de la restructuration capitaliste dont elle serait la première victime : de récentes luttes ont montré que le PCI - fait nouveau - était obligé d'affronter, dans les grèves, la classe ouvrière lorsque celle-ci refuse le chantage à la crise.

Ensuite, parce que la gestion des intérêts de la bourgeoisie par le PCI s'accompagnera, on lesait, d'une réorientation des investissements vers les secteurs de pointe, aux dépens des secteurs spéculatifs et archaïques, comme le secteur de la distribution ou les latifundiaires. Or ces secteurs sont les soutiens traditionnels de la démocratie chrétienne.

Le véritable enjeu des élections de dimanche est donc bien de savoir comment sortir la bourgeoisie italienne de la crise en rejetant le fardeau sur les épaules de la classe ouvrière et des masses populaires. Cela ne peut manquer d'apparaître aux yeux des masses, malgré les quelques illusions sur la viabilité d'une alternative bourgeoise «de gauche» à la crise en Italie.

Berlinguer : «L'OTAN, c'est la liberté»

Pour faire face au pilonnage de la démocratie chrétienne qui axe toute sa campagne sur l'isolement international de l'Italie et l'influence de l'URSS en cas d'arrivée au pouvoir du parti révisionniste italien, son dirigeant Berlinguer a précisé une fois de plus son attachement à l'OTAN. Il a déclaré à la télévision : «Nous pensons que, pour construire le socialisme que nous voulons, le socialisme dans la liberté... il est plus avantageux de rester dans le cadre de l'Europe occidentale».

Au «Corriere della Sera» qui lui demandait si ce «socialisme dans la liberté» serait plus facilement réalisable dans le cadre de l'Alliance Atlantique que dans celui de l'Europe de l'Est, dominée par le social-impérialisme, il a répondu : «Oui, certainement. Le système occidental offre moins d'obligations». Pour se dédouaner du social-impérialisme, Berlinguer est contraint à des affirmations que Soares ne renierait pas !

INTERNATIONAL

TIMOR-EST

NOTRE LUTTE EST CELLE DU TIERS MONDE

ENTRETIEN AVEC RAMOS HORTA, Secrétaire Général du FRETILIN

Depuis le mois de septembre 1975, le peuple de Timor oriental, une île du Pacifique entre l'Indonésie et l'Australie, lutte contre l'invasion indonésienne. Les 600 000 habitants de la partie Est de l'île sont organisés par le Front de Libération Nationale de Timor-Est (FRETILIN) et ont proclamé la République Démocratique de Timor, après le départ officiel des colonialistes portugais. L'invasion indonésienne qui s'en est suivie n'a aucune légitimité comme nous le montre M. Ramos Horta, secrétaire général du FRETILIN et ministre des affaires étrangères, qui nous a accordé une interview dont nous publions ici un extrait.

Portugais ont toujours travaillé en bonne entente avec l'Indonésie.

Nous avons toujours dit au gouvernement indonésien et aux autres gouvernements de la région que nous étions prêts à établir la coopération la plus étroite possible, en défendant les intérêts nationaux. Nous avons même dit que nous étions prêts à faire partie de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. Nous avons donné toutes les garanties. Nous sommes prêts à établir des relations avec l'Indonésie mais chaque jour qui passe, l'agression aggrave la situation ; nous aurons de plus en plus de mal à expliquer que nous voulons établir une coopération avec un pays qui s'est comporté comme cela. « Ils ont tué, ils ont envahi, pourquoi aujourd'hui établir des relations d'amitié ? » C'est au gou-



vernement indonésien de voir ce problème. Pour notre part, nous continuerons la guerre jusqu'au dernier homme.

QdP : Quelle place occupe la lutte du peuple de Timor dans l'ensemble du Tiers Monde ?

R. : C'est une partie de la lutte des peuples du monde pour l'indépendance et la liberté : nous faisons partie des peuples du Tiers Monde qui ont les richesses matérielles. Nous n'acceptons pas d'exploitation de notre peuple. Nous acceptons la collaboration avec les autres pays. Nous acceptons éventuellement des capitaux étrangers. Mais en sauvegardant les intérêts. Par exemple si une affaire de tourisme veut se monter, nous ne pouvons l'accepter, car cela ne répond pas à nos besoins.

personnes. Des centaines de milliers de patriotes sont en prison. Il y a des luttes armées à Kalimantan, à Sumatra et dans les Moluques. Ces problèmes seront résolus par le peuple indonésien et dans le cadre de l'Indonésie. Il ne faut pas qu'on s'ingère dans les affaires d'autres pays comme nous ne voulons pas que d'autres s'ingèrent dans nos affaires.

La lutte de libération que nous menons est la preuve la plus évidente de notre solidarité à l'égard des peuples opprimés.

QdP : Timor est la moitié d'une île dont l'autre moitié fait partie d'un autre Etat, l'Indonésie, qui avance des revendications territoriales. Comment expliquez-vous cette situation ?

QdP : Qui appuie aujourd'hui l'Indonésie ?

R. : Après la défaite de l'Indochine, les Etats Unis ont appris qu'il était mieux pour eux de créer des gendarmes. L'économie indonésienne est en banqueroute. Le gouvernement actuel a quatre fois plus de dettes que le régime de Soekarno. La guerre coûte des millions de dollars, la guerre ne peut être menée qu'avec l'appui des USA et les capitaux étrangers. L'Indonésie est vendue aux capitaux internationaux, et pas au profit du peuple indonésien.

Le peuple indonésien souffre, même l'agence officielle a reconnu qu'à Timor occidental, le peuple souffre de la famine. En Indonésie, à Java, le peuple mange moins qu'avant. Il y a la prostitution, la mendicité partout, comment l'Indonésie pourrait-elle tenir une guerre, uniquement par l'appui des pays qui n'ont pas compris la volonté des peuples du Tiers Monde à l'indépendance nationale. Il faut que certains pays révisent leur politique à l'égard des pays du Tiers Monde s'ils ne veulent pas être isolés.

QdP : Quel soutien la lutte du peuple de Timor rencontre-t-elle en Indonésie ?

R. : Il y a beaucoup de tensions en Indonésie. Après le coup d'Etat de 1965, les généraux ont assassiné un million de

R. : L'Indonésie s'est constituée sur la base territoriale de l'ancienne colonie hollandaise. En Indonésie, il y a beaucoup de groupes, beaucoup de langues. Nous ne remettons pas en cause l'intégrité territoriale de l'Indonésie, nous acceptons le territoire constitué en 1945, mais nous ne pouvons pas admettre que l'Indonésie ait des ambitions expansionnistes sur notre territoire. Dans Timor-Est, on ne parle pas la même langue qu'en Indonésie. Ethniquement, nous sommes plus liés au peuple des Fidji, de la Papouasie et de Mélanésie.

Si l'Indonésie prétend que notre territoire lui appartient, pourquoi n'a-t-elle pas émis ces revendications avant l'apparition du FRETILIN ? Pendant que notre peuple souffrait sous un colonialisme médiéval, l'Indonésie n'a pas fait un geste pour améliorer la situation de notre peuple. Au contraire, avant le coup d'Etat, des responsables actuels du FRETILIN qui ont fait des démarches auprès du représentant du gouvernement indonésien pour aller étudier en Indonésie et avoir le soutien de l'Indonésie pour l'indépendance, ont donné des noms, et ces noms sont arrivés entre les mains de la police portugaise.

QdP : Pourquoi l'Indonésie envahit-elle votre territoire ?

R. : Notre pays est riche, il y a du pétrole, il y a du gaz, des minéraux, une mer riche, la terre est très fertile. Dans un futur proche, notre peuple peut être un des plus riches de la région. Nous avons des conditions matérielles très favorables.

Les colonialistes avaient ouvert des concessions aux firmes internationales : Burma Oil, B.P., et d'autres compagnies ont commencé les prospections.

L'Indonésie est un pays riche en pétrole. Si on commence à exploiter du pétrole à Timor, cela peut poser des problèmes. Les

en bref...

● URSS : Hussein de Jordanie est en route pour Moscou pour négocier des achats d'armes, les prix des armes américaines étant trop élevés. Il pourrait acquérir un système de défense aérienne. Il est particulièrement révélateur qu'Hussein, premier bourreau du peuple palestinien, pion de l'impérialisme américain demande l'aide du social-impérialisme.

● SÉNÉGAL : Des centaines de milliers de rats risquent de dévaster les récoltes dans certaines régions du Sénégal. L'année dernière, 40 % des récoltes ont été perdues à cause de la sécheresse et des rats. La prolifération des rats vient probablement de la sécheresse qui a décimé leurs ennemis naturels (faucons, serpents). Beaucoup de paysans sont ruinés et accusent le gouvernement d'avoir tardé à réagir et d'avoir sous-estimé ce fléau pour ne pas effrayer les touristes européens.

● INDE : La police indienne a arrêté, le 10 juin, à Calcutta, Georges Fernandez, président de la Fédération Syndicale des Cheminots, qui jouait un rôle important dans la résistance à la dictature d'Indira Gandhi. Celui-ci vivait dans la clandestinité depuis l'état d'urgence de juin 1975, consacrant la suppression totale des libertés démocratiques.

BOLIVIE : SOLIDARITÉ DES ÉTUDIANTS AVEC LA GRÈVE DES MINEURS



La grève des mineurs continue. Elle avait commencé par un arrêt de travail de 24 h le 7 juin, pour protester contre la décision du gouvernement de ne pas rapatrier le corps de l'ancien président Torres, assassiné en Argentine. Le gouvernement avait réagi en faisant occuper les zones minières et en proclamant le 9 juin, l'état de siège pour trois mois. Depuis lundi, les mineurs ont décidé une grève illimitée pour protester contre la répression. En outre, ils demandent des hausses de salaires de 130 %, compte tenu de la très importante baisse de leur pouvoir d'achat depuis quelques mois.

Les étudiants, déjà en lutte contre une loi qui supprime les sursis militaires, se sont joints à cette grève illimitée. Partie de La Paz, cette grève s'étendrait à plusieurs villes de province.

RECTIFICATIF : Nous avons annoncé hier 7000 mineurs en grève, il fallait lire 70 000.

Le président du conseil de Hongrie, en France : Visite d'affaires

Lazar, président du Conseil de Hongrie, a été reçu mardi à déjeuner. Lundi, il avait été reçu par le CNPF. Cette visite correspond à une volonté du gouvernement de ce pays dominé par le social impérialisme, de diversifier ses relations économiques et de rétablir sa balance commerciale par un accroissement des exportations.

Deux accords-cadres ont été signés : l'un, entre Creusot-loire et la société hongroise du commerce extérieur, prévoit une collaboration dans le domaine de la protection de la nature, de l'industrie minière, du bâtiment, des installations et équipements pour la métallurgie ; l'autre, entre Rhône-Poulenc et la société hongroise de chimie, concerne des échanges de produits chimiques et une coopération scientifique et technique dans ce domaine. On va vers un doublement des échanges, mais le rétablissement de l'équilibre commercial souhaité par le gouvernement hongrois n'est pas en vue.

ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

IL Y A QUARANTE ANS

par Camille NOEL

LE FRONT POPULAIRE

LA RIPOSTE

Demain : la tactique du Front Populaire.



LA RIPOSTE PROLÉTARIENNE AU 6 FÉVRIER 1934 (9 FÉVRIER 1934)

Extraits d'un article paru dans l'hebdomadaire «*Regards*», le 16 février 1934.

«Vendredi 9 février. Les fascistes se reposent, ils ont eu leur ministère d'Union nationale. (...)

...Mais le prolétariat est vigilant. Mais le parti du prolétariat a appelé les travailleurs à manifester leur haine et leur espoir, et leur volonté de combat. Et cependant que les fascistes, leur coup réussi, engageant le peuple au «calme», nous voici dans la rue. Il est huit heures. La manifestation, cette fois, est interdite.

Depuis sept heures la place de la République est déserte, consciencieusement ceinturée de gardes armés, les cartouchières pleines. Le brouillard semble impénétrable. (...)

Nous sommes 2 000 ici, et nous marchons contre la police, contre la garde mobile, le chant des travailleurs jaillissant de nos

poumons comme une flamme, et nous nous battons contre les brutes qui se déchainent. Au coin de la rue de Lancry, des copains tombent, le crâne ouvert. Ce sont des ouvriers, des communistes et la violence de la répression bourgeoise ne connaît plus de bornes. Les revolvers sont dégainés. Un ouvrier à terre est tiré à bout portant. Nous nous replions vers le canal-Saint Martin.

Comme j'essaie de rejoindre la Gare de l'Est, où il nous semble qu'on se bat, au moment où j'arrive à la hauteur du faubourg Saint-Martin, un car arrive en trombe sur nous.

Je suis avec une dizaine d'homme égaillés qui regardaient, qui ne criaient pas. Trente flics se ruent, nous enveloppent, et quand ils attrapent un isolé, à cinq ou six, ils l'assomment, s'acharnent sur le corps à terre, le pilent et le piétinent. Je fonce, la canne levée, je

m'en tire avec un coup sur l'épaule, j'emporte un camarade, un petit gars avec un trou dans le crâne et son sang qui l'aveugle... Au loin, un bruit de fusillade. On tire à la gare de l'Est. Il est 8 h 45.

...A Ménilmontant, dans le XI^e, faubourg du Temple, on me dit que les ouvriers se battent. Je fais le tour de la République, par des rues où des remous continuels dénoncent le flux et le reflux de la mêlée. A 10 h, bd Voltaire, je me heurte à une immense barricade : des pans de palissades, des outils, une charrette. Des groupes descendant de Belleville lapident les occupants des cars, avec des fragments d'asphalte. Bd Richard-Lenoir, des bennes renversées barrent la chaussée. Un peu partout, des coups de feu.

Nulle part, en cette nuit du 9 février, je n'ai revu les scènes de pillages auxquelles j'avais assisté les



Manifestation antifasciste des anciens combattants, à l'appel du Parti Communiste

nuits du 6 et 7. Ce qui animait les combattants, ce n'était pas une rage de destruction, une fureur

irraisonnée, un abandon à n'importe quel lendemain : c'était la conscience prolétarienne des fils de

la Commune, d'hommes qui savent où ils vont et de qu'ils veulent : la dictature du prolétariat.

LA RIPOSTE DES MASSES AUX BANDES FASCISTES

Les groupes fascistes sont descendus dans la rue le 6 février. Dès le 9 février, jour de présentation du gouvernement Doumergue, les militants communistes manifestent à Paris et se heurtent violemment à la police : neuf militants communistes sont assassinés ce soir-là.

Le 12 février, la CGTU (qui regroupe les ouvriers révolu-

la CGT de l'autre, regroupe, Place de la Nation, 150 000 travailleurs. Pour la première fois depuis 1920, les ouvriers du PC et de la SFIO ont défilé ensemble à l'appel de leur direction, dans toutes les villes de France.

Dans le même temps, les «*Croix de Feu*» lancent une double offensive : d'abord, obtenir une base de masse au sein de la petite bourgeoisie

bles de se rassembler rapidement pour terroriser les populations des banlieues «rouges», en dirigeant leurs attaques contre le mouvement ouvrier, ses organisations et sa presse : les «*descentes*» fascistes se multiplient à Lille, Béthune, dans tout le pays minier.

A l'initiative du PC, la riposte des masses se porte dans ces deux directions. Ainsi, pour les soupes populaires des «*Croix de Feu*»,

Vaillant-Couturier lance le mot d'ordre : «*Il faut y aller, et en masse ! Chaque soupe doit devenir un centre d'éducation révolutionnaire. Les chômeurs manquent trop souvent de locaux pour se réunir ; De La Rocque croit habile de leur en fournir un, et la pitance en plus ! Qu'ils en profitent ! Quand le ventre est moins vide, on combat mieux !*». De fait, De La Rocque ferma les soupes populaires ouvertes par ses «*Croix de Feu*» dans les

banlieues ouvrières, car les chômeurs, organisés par les militants communistes, s'y rendaient en masse, poings levés et chantant l'Internationale !

Les masses s'opposent aussi aux «*descentes*» fascistes, mais elles se heurtent alors aux complicités dont les liges jouissent dans l'appareil d'Etat : la justice acquitte les «*Croix de Feu*» qui tuent des militants communistes, la police laisse les troupes de

De La Rocque occuper, en octobre 1935, des localités de la banlieue parisienne nécessaires à la jonction de leurs forces parisiennes et provinciales. Cette jonction étant empêchée par les municipalités communistes de la banlieue de la capitale, Laval retire leurs pouvoirs de police à 180 maires communistes et socialistes.

Face à l'appareil d'Etat, la riposte globale du prolétariat pose le problème de l'unité d'action du PC et de la SFIO.



«Il faut y aller et en masse. Chaque soupe doit devenir un centre d'éducation révolutionnaire». Vaillant-Couturier.

tionnaires), et la CGT, lancent un mot d'ordre de grève générale, que la police tentera de briser en ouvrant le feu sur les piquets de grève ; une manifestation de masse, convoquée par le PC et la CGTU d'une part, la SFIO et

et de la classe ouvrière par une démagogie anti-capitaliste. De plus, ils créent des services d'assistance dans les banlieues ouvrières, avec les soupes populaires pour les chômeurs ; ensuite, développer les groupes armés capa-

bles de se rassembler rapidement pour terroriser les populations des banlieues «rouges», en dirigeant leurs attaques contre le mouvement ouvrier, ses organisations et sa presse : les «*descentes*» fascistes se multiplient à Lille, Béthune, dans tout le pays minier.

— Avant 1936, il y a une prise de conscience des jeunes que je ne retrouve pas actuellement, un exemple c'est la syndicalisation et il n'y avait qu'un syndicat, la CGT. Moi, par exemple, j'étais syndiqué à dix-huit ans. Ce qui était à l'origine de ce mouvement, c'est aussi la crise. Par exemple, avec le gouvernement Laval au pouvoir, ses décrets sur les fonctionnaires (réduction en nombre et de la paye) il y avait une crise de l'emploi à la sortie de l'école. Un seul recrutement : l'armée. Ça n'a pas changé sur ce plan là. On les appelait (les jeunes engagés) : les «victimes des

— QdP : Quel était le climat avant 36 ?

— Il y avait eu de grandes manifestations contre les fascistes : on prenait conscience du péril fasciste, après l'Italie, l'Allemagne, en France, les Croix-de-Feu qui avaient créé des incidents à Paris, les manifestations étaient violentes. Je me souviens, il

LES ROULEMENTS A BILLES POUR FAIRE GLISSER LES CHEVAUX

affiches». Il faut dire que la tension internationale se développait sérieusement (Hitler qui réoccupe le Rhin). A cette époque, j'avais vingt ans, je travaillais aux automobiles Peugeot à Sochaux (mais j'ai quitté l'usine trois mois après pour me rapprocher). A cette époque, c'était la CGT, de la CGTU venaient les plus dynamiques.

— QdP : Quel était le climat avant 36 ?

— Il y avait eu de grandes manifestations contre les fascistes : on prenait conscience du péril fasciste, après l'Italie, l'Allemagne, en France, les Croix-de-Feu qui avaient créé des incidents à Paris, les manifestations étaient violentes. Je me souviens, il

fallait se battre contre des gendarmes à cheval*, alors on utilisait beaucoup les roulements à billes pour faire glisser les chevaux et des lames de rasoirs au bout de bâtons pour couper les pattes des chevaux. Ce sont souvent les bêtes qui en prenaient un coup.

Dans la région, à l'école on était déjà classé à droite ou à gauche. Le PC n'avait pas toujours des gars à la hauteur, mais ils étaient décidés et convaincus. C'était le gros épouvantail, il fallait voir la propagande : PCF = agent de Moscou, et l'influence était insignifiante du point de vue des résultats élec-

* Les fascistes bénéficiaient des complicités de l'appareil d'Etat.

toraux (au sein de l'usine, j'ai pas entendu parler de réunions avant 36). Il faut dire que, à Sochaux, il y avait près de trois quarts de paysans ouvriers et ça donnait une mentalité particulière avec la politique paternaliste de Peugeot. Je me souviens qu'à cette époque, il avait donné une fête populaire immense après un match de foot (et après son élection). L'équipe de foot existait déjà. Elle était composée presque entièrement de professionnels (sauf un ou deux), équipe de prestige, financée à fond perdu pour vanter la marque, on les appelait «les lions de Sochaux».

Syndicaliste retraité des PTT, ouvrier chez Peugeot en 36 où il était syndiqué à la CGT

LA VIE DU JOURNAL

Rassemblement Communiste

DIMANCHE 20 JUIN - de 14 h. à 22 h.
à l'appel de la Fédération de Lorraine du PCRml
à Fameck (près de Thionville)
Centre social

- Témoignages : les travailleurs accusent le capitalisme
- Intervention centrale du PCRml
- Forums de discussions
- Stands :
 - avec des travailleurs en lutte
 - avec les cellules d'entreprises du PCRml
- Chanteurs - musique
- Animation pour les enfants

Pour se procurer la vignette-autocollant d'entrée (8 F). Pour participer activement à la préparation :
Bureau de Presse - Quotidien du Peuple
29 rue Saint Julien - NANCY

«Lorraine Ouvrière et Paysanne» (supplément régional au Quotidien du Peuple) est paru, passez vos commandes au Bureau de Presse de Nancy.

Salle Hardonineau (Mairie d'Orléans)
SAMEDI 19 JUIN A 14 H

Meeting de soutien au peuple sahraoui

Organisé par la section locale des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
avec la participation d'un représentant du F. Polisario
Projection de films - Interventions - Débat

Camp de loisirs populaires de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
(Camp de toiles, marabouts...)

- Travail et enquête avec des paysans pauvres, sous la direction de paysans révolutionnaires.
- Contact avec des anciens Résistants.
- Visite d'usines, contacts avec des ouvriers en lutte.
- Tournois sportifs, excursions, fête populaire au village.
- Nombreux débats avec des jeunes de tout le pays sur les luttes à l'école, dans les quartiers, sur la construction de l'unité populaire.
- Initiation à la photographie, au cinéma 8 et 16 mm, à la sérigraphie. Groupes de théâtre, chorale, création d'un orchestre.

Les enfants sont admis à partir de sept ans (création d'un groupe de pionniers)

Toute participation de famille populaire sera la bienvenue.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 24 JUILLET

PRIX 200 A 250 F (selon les ressources)
assurance comprise

Pour tout renseignement et surtout pour toute suggestion, écrire au Quotidien du Peuple ou à Rebelles - 57 rue Ordener - 75018 - Paris

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

Rebelles

3.50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

A PROPOS DE L'ÉMISSION TÉLÉVISÉE DE ROGER PIC SUR LA CHINE

Suite à l'émission télévisée de Roger Pic sur la Chine, ces deux lettres que nous avons reçues et dont nous publions des extraits, formulent de nombreuses critiques à l'adresse de la deuxième émission de Roger Pic.

Dans l'interview du cinéaste, que nous avons réalisée l'autre jour, celui-ci indiquait que son film rencontrait des limites et qu'il souhaitait approfondir ultérieurement la présentation filmée de la société chinoise.

Ce qui est en jeu, c'est l'élaboration d'un cinéma ré-

Nous voulons exprimer notre total désaccord avec la lettre des lecteurs d'Angers à propos des émissions de Roger Pic sur la Chine (QdP n° 206 du 11 juin).

Les masses qui font l'histoire, la continuation de la lutte des classes sous le socialisme, l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant exercé par le PCC ?

Roger Pic nous montre des Chinois travaillant par exemple à toute vitesse à la pose des rails, il nous montre quelques réalisations colossales du socialisme sans nous dire en quoi ça a profité au peuple chinois. Rien sur les transformations les plus élémentaires de la vie des gens sous le socialisme ! Dans un premier temps, on donne une description assez juste de la lutte du peuple chinois pour la révolution pour montrer dans un deuxième temps que ce peuple chinois a été soumis à la direction d'un homme qui décide de tout. Les travailleurs de France ne peuvent se sentir concernés par ce «socialisme» Ils ne peuvent au contraire que s'en méfier et dire «Alors, c'est ça qui nous attend si on fait la Révolution ?» Roger Pic aurait-il réellement expliqué la scission dans le Mouvement Communiste International en présentant le retrait de l'aide technique soviétique comme une tentative de subversion économique, aurait-il montré à l'occasion du Grand Bond en Avant et ensuite de la Révolution Culturelle la formidable lutte entre le peuple chinois qui veut avancer dans

révolutionnaire, un cinéma qui soit une arme au service des masses populaires en lutte pour le socialisme, une arme pour renforcer la solidarité de combat des peuples, donc un cinéma qui s'adresse aux larges masses en combattant avec intransigeance les systèmes d'explication bourgeois sur la réalité.

Pour progresser dans cette voie, il est indispensable que se poursuive le débat avec les lecteurs et avec les cinéastes progressistes qui, tel Roger Pic, filment les luttes des peuples et dont l'expérience accumulée dans le domaine cinématographique est très précieuse pour l'élaboration d'un cinéma révolutionnaire.



l'édification du socialisme dans tous les domaines et ces nouveaux ou anciens bourgeois qui sous des formes diverses tiraient en arrière vers un retour au capitalisme... alors s'il avait montré cela, le lendemain, les débats auraient été passionnés dans les usines...

Roger Pic se montre bien complaisant pour la révolte fomentée par le Dalaï-Lama. Il oublie simplement de rappeler que cette clique de seigneurs féodaux qui tenta une insurrection avant de s'enfuir piteusement, essayait sa puissance sur des millénaires de servage qui durerait encore.

Martigues

A la suite de cette émission, est paru dans le Quotidien un appel aux lecteurs à donner leur avis à son sujet.

Il me semble que si cette pratique (recueillir de façon large l'opinion des lecteurs) est juste, elle ne peut malgré tout se substituer à une analyse politique sur cette émission, selon le point de vue du Parti. Cette analyse, je ne prétends évidemment pas la faire ici. Simplement je voudrais indiquer quelques raisons de la faire à partir d'exemples pris dans l'émission.

1) La rupture sino-soviétique : elle n'est pas du tout expliquée. Il semble

comment il pourrait en être autrement. Alors, ce qu'on voit, c'est une foule gesticulant, à laquelle on fait crier des mots d'ordre. Seule activité visible de la Révolution Culturelle : imprimer les citations de Mao, construire des bustes de Mao, fabriquer des bustes de Mao... On en vient à se demander si l'émission n'a pas été réalisée par Lin Piao.

5) Lin Piao : On peut dire à son sujet ce qu'on disait sur Liou : un individu qui monte, parvient au pouvoir, et puis tombe tout d'un coup. Pourquoi, comment ?

6) Idem pour Teng Hsiao Ping.

Mais en fait, si l'histoire chinoise depuis 49 et plus particulièrement depuis la fin des années 50 paraît chez Roger Pic si nébuleuse, confuse, traversée d'individus qui font figure de vedettes, c'est que la lutte de classes est ignorée. C'est une vision profondément bourgeoise, où quelques hommes décident de l'histoire. On nous dit : «Mao construit un grand barrage» et on voit les travailleurs chinois à l'œuvre, scènes par ailleurs enthousiasmantes. Mao décide la Révolution Culturelle, et les masses suivent... Et Mao décide ceci, et Mao fait cela... Que Pic ensuite déclare qu'il a voulu montrer que «le rôle des masses est primordial», voilà qui est peut-être clair dans son esprit. Voilà qui l'est moins dans son émission. Où alors faut-il entendre «les masses» au sens de «masses de manœuvre» ? Et la conclusion de l'émission est dans la droite ligne bourgeoise de ce qui précède : une interrogation «cruciale». Quand Mao disparaîtra, qu'advient-il de la Chine ? On savait déjà que telle était l'incompréhension de la bourgeoisie et de sa presse face à la Révolution Chinoise que, pour elle, le jour de la mort de Mao, la Chine cessera véritablement d'exister (ou se disloquera).

Il est dommage que Roger Pic reconduise une telle idéologie dans son émission (d'autant plus que la première partie, si elle n'était pas à l'abri de toute critique - exagération du rôle de Mao, absence de facteur politique, de la lutte de lignes dans le Parti, etc... - était malgré tout largement positive).

Cela est dommage, mais appelle une réponse des communistes qui se réclament de l'expérience de la lutte de classes en Chine, menée sous la direction du PCC, par les masses chinoises elles-mêmes.

Marc Hure Paris

appelez au quotidien

293 65 61 de 5h à 17h

- Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y.CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

3) La lutte anti-révionniste en Chine. Pas un mot là-dessus. La défaite de Liou n'est pas présentée comme celle d'une ligne, d'une classe. C'est une affaire privée. Liou n'aurait pas été le représentant d'une classe, mais un individu, tombé un beau jour de son fauteuil. Dieu sait comment et pourquoi.

4) La Révolution Culturelle : un mouvement d'hystérie collective. D'ailleurs, la lutte de classes sous le socialisme n'étant pas évoquée, on ne voit pas

BLOC-NOTES

Juridique LES ACHATS

Il y a deux formes qui sont devenues assez courantes : la vente à domicile et la vente par correspondance.

1 - La vente à domicile

Les démarcheurs qui tentent de vous vendre des objets très divers chez vous se sont multipliés. Il faut faire très attention pour ne pas s'engager à acheter des choses pas toujours très utiles et parfois au-dessus de ses moyens.

Une loi du 22 décembre 1972 a fixé des conditions réglementant ce type de vente.

o Le démarcheur doit vous remettre un contrat qui comprend :

Nom et adresse du fournisseur.

Nom du démarcheur.

- Le lieu où le contrat a été fait (votre domicile).

- Nature et caractéristiques des objets achetés.

- Délai de livraison.

- Prix à payer : s'il s'agit d'un crédit, les modalités

(ex. : 100F par mois), et le taux d'intérêt.

- La possibilité de renonciation.

o Cette possibilité de renonciation est très importante.

Si une fois le démarcheur parti, vous vous apercevez que l'objet ne vous sera pas si utile ou que le prix est trop élevé, vous avez sept jours à compter de la date de la commande pour envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception (ou le formulaire détachable du contrat prévu à cet effet) disant que vous n'êtes plus acheteur.

Même si dans le contrat, il est dit que c'est impossible, vous pouvez le faire quand même : cette clause du contrat étant illégale.

Vérifiez toujours la date inscrite sur le contrat avant de signer car certains démarcheurs antidentent pour vous

quels sont nos droits ?

Les différentes formes d'achats

priver de ces sept jours de réflexion.

o Pendant ces sept jours, il est interdit au vendeur de vous demander de l'argent, un chèque ou de vous faire signer des traites.

Ne payez jamais pendant cette période sinon vous ne pourriez plus renoncer à votre achat.

2 - La vente par correspondance

C'est ce type de vente qui a lieu quand vous achetez sur catalogue (La Redoute, etc.) ou même s'il y a un intermédiaire (les amies Singer, les clubs Tupperware...)

Quand on vous livre le colis, vous devez adresser vos réclamations en cas d'avarie dans les 48 h. En cas de perte du colis, vous devez prévenir l'entreprise que vous n'avez pas reçu le colis : en pratique, cela se fait quand on vous réclame la facture

que vous ne payez pas. Mais il faut faire attention car vous ne pouvez plus réclamer pour perte après le délai d'un an.

Vous avez toujours le droit de retourner la marchandise quand elle n'est pas conforme à la commande ou même si elle ne vous plaît plus à condition de ne pas s'en être servi.

Mais la vente par correspondance prend aussi d'autres formes :

- La vente sans engagement de la part du client. Ceci est souvent employé par les maisons de disques ou de livres. Elles vous offrent un livre ou un disque qui fait partie d'une collection ; vous pouvez l'examiner pendant un certain temps (de 3 à 10 jours en général). Au bout de ce délai, soit vous le conservez en payant le prix et vous vous engagez à acheter toute la collection, soit vous le retournez.

Il faut faire attention : o si vous oubliez de le re-

tourner, vous êtes obligés d'acheter tout.

o Dans ce type de vente, vous avez demandé l'envoi du livre ou du disque pour juger. Cela n'a rien à voir avec « l'envoi forcé » où une maison vous envoie un objet sans que vous en ayez fait la demande : l'envoi forcé est strictement illégal ; dans ce cas, conservez l'objet et ne payez rien même en cas de réclamations car les maisons qui pratiquent l'envoi forcé sont dans l'illégalité et encourrent des sanctions pénales.

- La vente avec communication à l'essai.

Ce type de vente est surtout utilisé dans la confection. Dans ce cas, vous achetez dès que vous passez la commande mais l'entreprise vous envoie trois objets de valeur égale et vous choisissez celui que vous préférez en renvoyant les autres.

Anne CALLAC

JEUDI 17 JUIN

TF 1

18 h 05 - Pour les jeunes
18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - Chateau espérance, feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Sandokan
21 h 30 - L'événement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La parole est aux grands partis politiques : le PS
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Messieurs les jurés : l'affaire Périssac
22 h 20 - Vous avez dit bizarre
23 h 35 - Journal

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le boucher, film français de C. Chabrol (1969)
22 h 00 - Journal

aux éditions stock

Le livre d'Han Suyin «Lhassa étoile-fleur» vient de paraître chez Stock. Etant donné l'importance de ce livre pour les amis de la Chine socialiste (c'est le premier qui soit publié avec une large diffusion sur ce sujet), nous en publions quelques extraits.

LHASSA ETOILE FLEUR

D'HAN SUYIN

3 - « Histoire de Tantzemolo »

Han Suyin visite une usine et interviewe des ouvriers anciens esclaves qui témoignent des grands changements de leur vie depuis la libération du Tibet.

Des moyennes et petites usines comme celle-ci sont les germes d'une industrie naissante, et déjà elles commencent à « faire des petits », c'est-à-dire qu'elles forment des apprentis et qu'elles fondent

d'autres usines. Ce n'est pas seulement une industrie qui naît, c'est aussi une nouvelle classe qui voit le jour. « Nous sommes les premiers ouvriers du Tibet ! » proclament ces ex-forgerons, ces charpentiers, ces hommes des petits métiers. Et, parmi eux, on trouve aussi d'ex-lamas.

Voici l'histoire de Tantzemolo :
« Je suis d'une famille de forgerons, je viens de Shigatze. Quand j'avais huit ans, mes parents n'en

pouvaient plus de pauvreté, ils m'envoyèrent pour devenir lama au monastère de Shigatze, afin d'avoir une « vie meilleure ». Mais j'étais un esclave dans ce monastère. Il y avait beaucoup d'enfants comme moi. On nous battait souvent, nous étions toujours sales, et nous avions très faim. Nous mangions les restes, nous portions l'eau et le bois, et les lamas riches me tapaient sur la tête. J'ai vécu ainsi dix ans de ma vie, quand, en 1959, le vieil ordre a été renversé. Je suis sorti du monastère, avec beaucoup d'autres, jeunes comme moi. Nous ne voulions plus être comme avant. Et parce que j'étais de famille de forgerons, je pensais devenir forgeron. Mais l'Armée populaire de Libération était là, et ils m'ont dit : « Nous avons besoin de gens comme toi ». Ils m'ont envoyé dans une école pour six mois. Puis je suis venu ici, dans cette usine qui s'ouvrait, avec d'autres forgerons. Nous avons formé une coopérative de forgerons, et tout a commencé. A ce moment-là, l'usine faisait la réparation des véhicules motorisés, elle était dans le réseau de transport de l'armée. Maintenant, elle va construire des tracteurs et des pompes, et je suis si heureux de voir tout cela se faire, donnant mes mains et ma force pour le faire ! Je ne savais rien, mais au début, des ouvriers hans étaient là, ils étaient soldats-ouvriers, ils nous ont instruits et aidés. Ils avaient beaucoup de patience. Et puis, ils ne vivaient pas au-dessus de nous, ou mieux que nous. Dès le premier jour, j'ai vécu avec eux, dans les mêmes dortoirs, mangeant, vivant, travaillant avec eux. Et moi, j'étais tellement stupéfait de pouvoir vivre comme d'autres personnes, de ne pas être méprisé ! Ils m'ont appris à conduire une auto, ils m'ont appris à réparer l'auto. J'ai aussi appris à lire et à écrire, en tibétain, et puis j'ai appris le han (1). Je ne pouvais même pas écrire mon nom à l'âge de 18 ans ! J'ai commencé à comprendre beaucoup de choses. J'ai étudié moi-même. Toute ma famille a changé aussi. Maintenant, je suis marié depuis 1964, avec une ancienne nonne. Nous avons deux enfants. Auparavant, personne ne voulait épouser un forgeron ! Maintenant, nous avons deux montres, deux bicyclettes, un petit appartement à nous, nos enfants vont à l'école. C'est merveilleux ! Ma mère avait six enfants, et maintenant, tous ont du travail ! J'ai trente-cinq ans ».

(1) - La langue chinoise.



OU VA L'ALLEMAGNE



Nous publions aujourd'hui deux interviews réalisées au cours de notre reportage, avec des travailleurs allemands en lutte contre des licenciements et le démantèlement de leurs usines. Les deux cas ont actuellement encore un caractère exemplaire en RFA. Néanmoins, les luttes des ouvriers de VFW et de Heidenreich et Harbeck montrent une rupture avec la politique de consensus social et prouvent que sous le calme apparent de la lutte de classe en Allemagne occidentale, la classe ouvrière s'apprête à combattre le chantage à la crise imposé par la social-démocratie.

par Marc ANDRÉ
et Gérard LINKEN

DEUX LUTTES EXEMPLAIRES EN RFA

ENTRETIEN AVEC LES OUVRIERS DE VFW/ FOKKER ET LEUR FEMME

Située dans la zone industrielle de Spire, l'usine appartient au trust VFW, constructeur d'avions, qui réunit les entreprises Heinkel et Wulf de la RFA, ainsi que Fokker des Pays-Bas. L'essentiel de la production de l'usine à Spire porte sur des pièces détachées pour l'hélicoptère CH 315 et le nouvel avion de combat européen MRCA. La lutte s'oppose au transfert des unités de production du MRCA et elle est exemplaire pour la RFA sous

plusieurs aspects : la participation active des femmes des travailleurs, un mouvement de solidarité large de toute la population de Spire et sa durée exceptionnelle pour la RFA de plusieurs mois déjà.

Nous avons réalisé cette interview avec les femmes des travailleurs qui tiennent une voiture d'information devant les portes de l'usine et deux ouvriers travaillant dans l'atelier de construction des outils.

— Le Quotidien du Peuple : Comment est-on arrivé à ce projet de démantèlement et quel a été le déroulement de votre lutte ?

— C'est la partie de production du MRCA qu'on veut démanteler et c'est contre cela que nous luttons. La direction de l'entreprise à Brême prétend que l'usine d'ici n'est pas assez rentable. Mais ce

n'est qu'un faux prétexte car on fait suffisamment de profits ici. Et à Brême et en Hollande, ils embauchent même encore. L'entreprise a proposé aux ouvriers qualifiés d'aller en Hollande ou à Brême, mais ils n'ont offert que des contrats de six mois. On ne peut pas tout abandonner, y aller et se retrouver quelques mois plus tard de nouveau dans

la même situation. De même, l'entreprise a proposé des primes allant jusqu'à 10 000 DM (18 000 NF) à ceux qui s'en



Au cours de notre entretien avec les grévistes et leurs femmes.

font volontairement. Nous avons organisé des marches de protestation, de grands rassemblements et les ouvriers ont débrayé à plusieurs reprises.

Nous, les femmes des travailleurs de VFW, nous sommes organisées.

faisons des réunions, et nous sommes actives en informant la population par la diffusion de tracts et autres moyens. Un Comité de soutien des citoyens s'est créé où la population de Spire participe activement. Tous ces efforts ne nous ont apporté que des promesses creuses. Jusqu'à maintenant, la direction persiste dans sa volonté de réduire l'usine de 1 300 actuellement à 450 hommes. Mais avec des effectifs tellement réduits

la chaîne de production du MRCA.

— QdP : Comment est-ce que vous êtes arrivés à la conviction que toute la population doit se regrouper autour des travailleurs de VFW pour empêcher le démantèlement ?

— Ce n'est pas la première fois. Déjà cinq usines ont été fermées à Spire ces dernières années : une brasserie, « Salamander » (chaussures), une filature, une usine métallurgique et une de celluloïd. Dans la région, il n'y a que peu d'industries et si VFW ferme, le taux de chômage atteindra les 10 % ici. En plus, du point de vue économique, la fermeture de cette usine n'est pas justifiable. Les livres sont pleins de commandes à long terme. Nous avons collecté des signatures et nous les avons envoyées au gouvernement qui nous a fait beaucoup de promesses, mais rien n'en est sorti. La municipalité nous soutient aussi, car la fermeture de l'usine poserait de graves problèmes économiques à la ville. C'est maintenant que tout se joue. Tout le monde est conscient des dangers, les travailleurs, mais aussi la population par notre travail d'information. Nous lutterons avec tous les moyens.

la population. Que l'on tombe sur des critiques individuelles, dans une ville de, disons, petits-bourgeois, c'est évident. Mais en partant du maire jusqu'aux églises, le soutien est unanime. D'ailleurs si les deux églises ne s'étaient pas solidarisées avec nous de cette façon, nous serions aujourd'hui déjà décriés comme « gauchistes ». En Allemagne, c'est presque une injure. La solidarité de la population de Spire est unique en Allemagne.

Le 1^{er} mai, nous avons organisé une grande fête devant les portes de l'usine avec tombola, des jeux pour les enfants et surtout beaucoup d'informations. Quinze mille personnes de toute la région sont venues. Au rassemblement officiel du 1^{er} mai du syndicat, par contre, il n'y avait que deux cent cinquante. La fête était quelque chose de tout à fait nouveau et son succès a dépassé de loin nos espoirs. C'est de cet engagement public que nous tirons la force morale pour notre lutte.

— QdP : Qu'allez-vous faire pour empêcher le train spécial d'entrer dans l'usine ?

— La plus grande vigilance est nécessaire. Ici et dans un petit local tout prêt, nous avons une équipe de vingt-cinq à cinquante hommes. Les autres peuvent être immédiatement mobilisés par téléphone. Si le train essaie de pénétrer dans l'usine, nous occuperons les rails. Le reste dépend des réactions. On ne sait pas si la direction fera appel à la police et si celle-ci est prête à intervenir. De toute façon, rien n'est à perdre, tout à gagner.

— QdP : Et si la police intervient ?

— Jusqu'à maintenant la police n'est pratiquement pas encore intervenue contre des ouvriers. C'est pourquoi nous n'avons pas encore envisagé des mesures concrètes de riposte car nous ne savons pas comment elle réagira dans cette nouvelle situation. Pendant le week-end il n'y aura pas seulement des hommes, mais aussi des femmes et des enfants ici. Et nous pouvons rapidement mettre sur pied une force considérable.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE HEIDENREICH ET HARBECH À HAMBOURG

Heidenreich et Harbeck est une entreprise de renommée internationale, fabriquant des machines-outils. Elle fait partie du trust Gildemeister et n'emploie presque que des ouvriers qualifiés. En lutte depuis la fin de l'année dernière contre le démantèlement de leur usine, nous les avons rencontrés à Hambourg, le 1^{er} mai.

— Le Quotidien du Peuple : Pouvez-vous nous raconter comment votre lutte a commencé ?

— Elle a commencé en novembre dernier quand on nous a annoncé que nous aurions des congés obligatoires de quatre jours entre Noël et le Nouvel An. On était stupéfait, mais on est resté calme jusqu'au 6 janvier, où, lors d'une assemblée d'entre-

prise extraordinaire, la direction nous a annoncé qu'elle prévoyait le licenciement de 250 des 1 000 travailleurs et du chômage partiel pour les autres à partir du mois de février. Nous étions comme paralysés et la droite au Comité d'Entreprise en a profité pour lever immédiatement l'assemblée, ce qui nous a empêché de discuter les moyens d'une riposte unitaire. Mais les pressions des travailleurs sur les dirigeants syndicaux étaient telles qu'ils ont convoqué pour la première fois depuis des années, une assemblée dans la maison du syndicat. Six cents collègues sont venus. Le 15 mars 76, la direction nous annonce 800 licenciements, le démantèlement de fait. Spontanément, nous sommes sortis dans la rue et nous avons

occupé un carrefour où nous avons décidé une assemblée de grève. Elle a pu être empêchée par les cadres et les contremaîtres qui se trouvaient dans les couloirs devant la salle et disaient aux travailleurs : « Ce sont des communistes, n'y allez pas ! »

— QdP : Le mot « communiste » a de tels effets ?

— Il faut connaître l'atmosphère dans nos usines en RFA. Quand un travailleur exprime une idée progressiste, il est tout de suite décrié comme communiste et on l'évite.

Mais nous avons imposé une autre assemblée extraordinaire. Face à la direction syndicale et aux droitiers du Comité d'Entreprise, nous voulions introduire un début de démocratie ouvrière où les

décisions sont prises par les ouvriers eux-mêmes. Dans ce sens, nous avons décidé à l'assemblée de rendre visite à toutes les usines du trust en RFA et d'envoyer des délégués aux réunions syndicales et d'entreprise pour informer sur notre lutte. Pendant la lutte une forte popularisation s'est produite. Face aux pressions de la base, beaucoup de membres du Comité d'Entreprise se sont mis sur nos positions. Un problème est qu'il n'y a pas de direction formelle de comité de lutte, ainsi les fonctionnaires syndicaux et les membres du Comité d'Entreprise arrivent tout le temps à se mettre en tête du mouvement. Ce ne sont pas ces fonctionnaires qui constituent l'avant-garde dans l'usine, mais les ouvriers eux-mêmes.